

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1959 Nr. 191

---

---

A. TITEL

*Telefoonreglement (herziening van Genève, 1958) behorende bij het Internationale Verdrag betreffende de verreberichtiging van Buenos Aires van 22 december 1952, met bijlagen en Slotprotocol; Genève, 29 november 1958*

B. TEKST

**RÈGLEMENT TÉLÉPHONIQUE**

(Revision de Genève, 1958)

annexé à la

**CONVENTION INTERNATIONALE DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS**

(Buenos Aires, 1952)

**CHAPITRE PREMIER**

**Objet du Règlement téléphonique**

Article premier

**Objet du Règlement téléphonique**

**1** § 1. Le Règlement téléphonique fixe les prescriptions à observer dans le service téléphonique international.

**2** § 2. Les dispositions du présent Règlement sont applicables aux communications téléphoniques par fil et aux communications radiotéléphoniques, sous réserve que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

**3** § 3. Il peut être dérogé aux dispositions du présent Règlement dans les relations régies par des arrangements particuliers ou des accords régionaux conclus en vertu des dispositions des articles 41 et 42 de la Convention.

## CHAPITRE II

### Définitions

#### Article 2

##### Définitions

**4** (1) Les définitions de l'Annexe au présent Règlement complètent celles qui figurent en annexe à la Convention internationale des télécommunications.

**5** (2) Pour les définitions d'autres termes, les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent se référer au « Répertoire des définitions des termes essentiels utilisés dans le domaine des télécommunications (Partie 1—Téléphonie). »

## CHAPITRE III

### Réseau international

#### Article 3

##### Constitution et utilisation du réseau

**6** § 1. Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées s'entendent sur les relations à ouvrir. Elles s'efforcent d'étendre le service international considéré à tout leur territoire, tout en assurant une audition satisfaisante en volume et en netteté.

**7** § 2. Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées désignent les centraux du territoire qu'elles desservent qui doivent être considérés comme centres internationaux.

**8** § 3. (1) Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées décident d'un commun accord si le service doit ou non utiliser un centre de transit international et constituent les circuits nécessaires pour assurer l'écoulement du trafic téléphonique international.

**9** (2) Chaque administration ou exploitation privée reconnue intermédiaire fournit les sections de circuits internationaux qui doivent traverser le territoire qu'elle dessert.

**10** § 4. Les circuits et les installations utilisés pour le service téléphonique international sont établis et entretenus en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**11** § 5. (1) Dans chaque relation, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées déterminent d'un commun accord les voies d'acheminement à utiliser, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**12** (2) Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées informent le Secrétariat général des voies ainsi déterminées, en vue de la rédaction et de la publication par ce dernier de la « Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales ».

**13** § 6. En cas de dérangement d'un circuit (ou section de circuit) international, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées procèdent, avec toute la célérité désirable, au relèvement du dérangement, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. Durant la période d'indisponibilité, le circuit (ou section de circuit) défectueux doit être remplacé dans la mesure du possible et dans le moindre délai.

**14** § 7. Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées se communiquent la constitution des sections de circuit international établies sur leurs territoires respectifs et se font part de tout changement important dans cette constitution.

#### Article 4

##### Mesures périodiques de maintenance des circuits

**15** Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées établissent, d'un commun accord, un programme de mesures périodiques de maintenance sur les circuits internationaux. Ces mesures doivent être effectuées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. et à des heures telles qu'elles ne gênent pas l'écoulement du trafic téléphonique.

## CHAPITRE IV

**Durée du service - Heure légale**

## Article 5

**Durée du service**

**16** § 1. (1) Chaque administration ou exploitation privée reconnue détermine les heures de fonctionnement de ses centres et centraux.

**17** (2) Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées s'efforcent de faire coïncider les périodes de fonctionnement de leurs centraux qui ont des relations suivies entre eux, en s'alignant autant que possible sur les heures du central qui a la période de fonctionnement la plus étendue.

**18** (3) Les centres internationaux doivent, autant que possible, assurer un service permanent.

**19** § 2. (1) Les centres internationaux qui ne sont pas ouverts en permanence sont tenus de prolonger le service pendant douze minutes au delà des heures réglementaires en faveur des conversations en cours et des communications déjà préparées.

**20** (2) Il peut être fait exception à cette règle dans le service radiotéléphonique lorsque les équipements terminaux utilisés dans la relation considérée doivent être également utilisés à partir d'une heure donnée pour assurer une autre relation. Toutefois, et dans la mesure du possible, les administrations ou exploitations privées reconnues s'efforcent de ne pas interrompre les communications en cours à l'heure de fermeture normale du service.

## Article 6

**Heure légale**

**21** (1) Les centres et centraux emploient l'heure légale de leur pays ou de leur zone. Chaque administration notifie cette ou ces heures au Secrétariat général, qui en informe les autres administrations.

**22** (2) Toutefois, pour la commodité de l'exploitation, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées peuvent s'entendre sur l'heure à utiliser dans une relation déterminée.

## CHAPITRE V

### Liste des abonnés

#### Article 7

##### Etablissement et publication des listes

**23** § 1. Chaque administration ou exploitation privée reconnue publie les listes officielles de ses abonnés et, éventuellement, de ses postes publics.

**24** § 2. Les administrations ou exploitations privées reconnues établissent ces listes en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

#### Article 8

##### Fourniture des listes

**25** § 1. La fourniture éventuelle de listes d'abonnés par une administration ou exploitation privée reconnue à une autre pour ses besoins propres est réglée d'un commun accord entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

**26** § 2. Les administrations ou exploitations privées reconnues prennent les mesures nécessaires pour vendre les listes officielles étrangères au public de leurs pays respectifs.

**27** § 3. Un usager désireux de se procurer une liste d'abonnés d'un autre pays doit s'adresser à l'administration ou exploitation privée reconnue de son lieu de résidence.

**28** § 4. L'administration ou exploitation privée reconnue qui a reçu une commande de listes d'abonnés d'un pays étranger la transmet à l'administration ou exploitation privée reconnue intéressée, laquelle envoie les listes à l'administration ou exploitation privée reconnue qui a fait la commande, en indiquant, en francs-or, le montant de la somme due (prix de vente augmenté des frais d'envoi). Cette dernière administration ou exploitation privée reconnue remet les listes aux usagers demandeurs contre paiement.

## CHAPITRE VI

### Catégories de conversations et facilités spéciales accordées aux usagers

#### Article 9

##### Conversations de détresse

**29** Les conversations de détresse sont celles qui concernent la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre ou dans les airs. Elles comprennent également les conversations épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation Mondiale de la Santé.

#### Article 10

##### Conversations d'Etat

**30** § 1. Les conversations d'Etat sont celles qui sont définies comme telles dans la Convention.

**31** § 2. Le demandeur d'une conversation d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité.

## Article 11

## Conversations de service

**32** § 1. (1) Les conversations de service sont celles qui concernent l'exécution du service téléphonique international (y compris l'établissement et la maintenance des circuits pour d'autres télécommunications réalisées avec l'intervention du service téléphonique international). Sauf accord contraire, ces conversations sont échangées en franchise de taxe entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

**33** (2)<sup>1)</sup> Par accords entre administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, l'emploi gratuit du service téléphonique assuré par ces administrations ou exploitations privées reconnues peut être autorisé, en cas d'absolue nécessité, pour la transmission des télégrammes de service et des avis de service, ainsi que pour l'échange de conversations concernant l'exécution du service téléphonique international. Ces conversations sont alors considérées comme des conversations de service.

**34** (3)<sup>1)</sup> Par réciprocité, les accords visés à l'alinéa qui précède peuvent prévoir dans les mêmes relations, et sous la même condition d'absolue nécessité, que le service téléphonique peut faire gratuitement usage du service télégraphique assuré par ces administrations ou exploitations privées reconnues, pour l'envoi de télégrammes concernant l'exécution du service téléphonique international. Ces télégrammes sont alors considérés comme des télégrammes de service.

**35** § 2. Les conversations de service ne peuvent être échangées qu'entre les personnes qui y ont été autorisées par leur administration ou exploitation privée reconnue respective.

---

<sup>1)</sup> Dispositions communes au Règlement téléphonique et au Règlement télégraphique.

**36** § 3. Le président du Conseil d'administration, le secrétaire général de l'Union, le directeur du C.C.I.T.T., le directeur et le vice-directeur du C.C.I.R., ainsi que le président de l'I.F.R.B., sont autorisés à demander, en franchise de taxe, des communications téléphoniques avec les administrations ou exploitations privées reconnues, en vue d'échanger des conversations concernant les affaires officielles de l'Union.

## Article 12

### Conversations privées

**37** Les conversations privées sont toutes les conversations autres que celles définies aux articles 9, 10 et 11 ci-dessus.

## Article 13

### Facilités spéciales accordées aux usagers pour l'échange des conversations

**38** § 1. Les administrations ou exploitations privées reconnues déterminent d'un commun accord les facilités spéciales autorisées pour l'échange des conversations dans leurs relations réciproques. Sauf accord contraire, les règles d'exploitation relatives à ces facilités sont déterminées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**39** § 2. Les facilités spéciales à envisager lors de la conclusion des accords y relatifs sont, en particulier, les suivantes :

- 40** a) conversations avec préavis,
- 41** b) conversations avec avis d'appel,
- 42** c) conversations payables à l'arrivée,
- 43** d) conversations de personne à personne,
- 44** e) conversations par abonnement,
- 45** f) conversations fortuites à heure fixe,
- 46** g) conversations multiples,
- 47** h) demandes de renseignements.

**48** § 3. Une conversation avec préavis est celle qui suit une demande de communication comportant un préavis dont l'objet est de faire prévenir le poste d'abonné intéressé que le demandeur de la communication désire échanger sa conversation soit avec un correspondant désigné nominativement ou de toute autre façon, soit avec un poste déterminé.



**49** § 4. Une conversation avec avis d'appel est celle qui suit une demande de communication comportant un avis d'appel dont l'objet est de faire convoquer un correspondant à l'effet d'échanger une conversation.

**50** § 5. Une conversation payable à l'arrivée est une conversation pour laquelle le demandeur spécifie, lors de sa demande de communication, qu'il désire que celle-ci soit payée par le destinataire.

**51** § 6. Une conversation de personne à personne est une conversation échangée entre une personne déterminée et une autre personne déterminée, la personne demandée étant désignée de façon appropriée et sa recherche pouvant éventuellement occasionner l'envoi d'un message si on n'a pu l'obtenir à un poste téléphonique.

**52** § 7. Les conversations par abonnement sont les conversations échangées en principe journalièrement entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance pour la même durée et qui ont été demandées pour une période déterminée.

**53** § 8. Une conversation fortuite à heure fixe est une conversation pour laquelle la demande comporte l'indication d'une heure d'établissement déterminée.

**54** § 9. Une conversation multiple est une conversation établie entre trois postes (ou plus) de telle sorte qu'à chacun des postes l'on puisse communiquer avec l'ensemble des autres postes connectés.

**55** § 10. Une demande de renseignements est une requête formulée par une personne en vue d'obtenir sur son correspondant les informations qui lui manquent pour formuler, en principe, une demande de communication.

## CHAPITRE VII

### Choix du service

#### Article 14

##### Choix du service à admettre dans une relation donnée

**56** Les administrations ou exploitations privées reconnues s'entendent pour appliquer, dans leurs relations internationales, le service le mieux approprié aux besoins :

service avec préparation,  
service rapide manuel (indirect ou direct),  
service rapide semi-automatique,  
service automatique.

Elles tiennent compte, à cet effet, des Avis du C.C.I.T.T. précisant les règles à observer par les opératrices.

## CHAPITRE VIII

### Demandes de communications

#### Article 15

##### Forme de la demande

**57** § 1. Dans une demande de communication, le poste de l'abonné demandé est désigné par le nom ou l'indicatif du réseau destinataire et par son numéro d'appel. Toutefois, les demandes ne comportant que le nom ou la désignation du demandé, avec les indications nécessaires pour identifier celui-ci, sont admises.

**58** § 2. Sauf accord contraire, les indications complémentaires à noter pour les différentes catégories de demandes de communications et facilités offertes aux usagers sont déterminées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

#### Article 16

##### Validité des demandes

**59** § 1. La validité des demandes de communications inscrites pour une journée quelconque et non satisfaites expire :

**60** 1) lorsque tous les centres et centraux intéressés assurent un service permanent :

**61** a) à minuit, si la communication a été demandée avant vingt-deux heures de la même journée;

**62** b) à huit heures, si la communication a été demandée la veille après vingt-deux heures.

**63** 2) lorsque tous les centres et centraux intéressés n'assurent pas un service permanent : au moment de la clôture du service, à la fin de la journée.

**64** § 2. Toutefois, par accord particulier entre les administrations ou exploitations privées reconnues, toute demande de communication peut rester valable tant qu'elle n'a pas été satisfaite, ou refusée par le demandé, ou annulée par le demandeur.

**65** § 3. Pour les communications avec préavis et avec avis d'appel, la durée de validité des demandes est fixée par les administrations ou exploitations privées reconnues en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

#### Article 17

##### Spécification de l'heure d'établissement

**66** § 1. Sous réserve des dispositions relatives à la validité des demandes de communications, le demandeur peut spécifier, au moment où il formule sa demande :

- 67** a) que la communication ne soit établie qu'après une heure déterminée indiquée par lui, ou
- 68** b) que la communication ne soit pas établie pendant une période déterminée qu'il indique, ou
- 69** c) que la demande de communication soit annulée à une heure déterminée qu'il indique.

**70** § 2. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, dans certaines relations, ne pas accorder au demandeur les facilités prévues aux numéros **66** à **69** si la communication peut être établie au moment de la demande.

#### Article 18

##### Modification des demandes

**71** Une demande de communication peut être modifiée par le demandeur aussi longtemps qu'il n'a pas été avisé que la communication est sur le point d'être établie. Les modifications que le demandeur est autorisé à apporter à sa demande sont déterminées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

### CHAPITRE IX

#### Etablissement des communications

#### Article 19

##### Principes d'exploitation

**72** § 1. Les administrations ou exploitations privées reconnues prennent toutes mesures pour qu'il soit répondu le plus rapidement possible aux signaux d'appel afin d'assurer un service de bonne qualité et permettre l'utilisation rationnelle des circuits internationaux.

73 § 2. Si, après un intervalle convenable, au cours duquel plusieurs appels infructueux ont eu lieu sur un circuit donné, le centre appelé ne répond pas, il est invité, par tout moyen approprié, à reprendre le service sur le circuit international en question. En cas d'interruption prolongée du service, tous les centres internationaux susceptibles d'apporter leur concours à ce sujet doivent le faire.

74 § 3. A moins d'accords particuliers entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées pour l'emploi d'autres langues :

75 a) la langue française est utilisée comme langue de service entre opératrices du service international de pays de langues différentes;

76 b) la langue du pays de destination est utilisée dans le service rapide manuel direct et dans le service rapide semi-automatique, pour l'échange des propos relatifs à l'établissement des communications entre les opératrices de départ et les abonnés demandés.

77 § 4. Quand la durée taxable des conversations est déterminée par une opératrice, cette dernière note l'heure du début et de la fin de la conversation et, toutes les fois que cela est possible et estimé nécessaire :

78 a) vérifie si l'audition entre les correspondants est satisfaisante;

79 b) note la période pendant laquelle l'audition a été insuffisante, les incidents de service et autres éléments utiles à l'établissement des comptes internationaux;

80 c) rompt la communication si elle constate, avant que les correspondants aient commencé leur conversation, que les conditions d'audition ne pourront pas être satisfaisantes, afin d'éviter tout retard dans l'établissement des autres communications.

## Article 20

### Priorité des communications

81 § 1. Les administrations ou exploitations privées reconnues accordent, si possible, aux communications internationales la priorité sur les communications nationales similaires.

(82 - 97)

— 13 —

**82** § 2. L'ordre de priorité d'établissement des communications pour l'échange des conversations ci-après est le suivant :

- 83** 1) conversations de détresse <sup>1)</sup>;
- 84** 2) conversations de service ayant pour objet le rétablissement de liaisons téléphoniques internationales totalement interrompues;
- 85** 3) conversations d'Etat pour lesquelles la priorité a été expressément demandée;
- 86** 4) conversations d'Etat pour lesquelles la priorité n'a pas été demandée, conversations privées et conversations de service autres que celles prévues sous le numéro **84**.

**87** § 3. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent décider d'un commun accord de prévoir pour chacune des trois catégories de conversations : Etat, service et privées, un ordre complémentaire d'établissement, en distinguant :

- 88** a) des conversations éclairs;
- 89** b) des conversations urgentes;
- 90** c) des conversations ordinaires.

**91** § 4. Dans les relations où les conversations éclairs et les conversations urgentes sont admises, l'ordre de priorité d'établissement des communications est le suivant :

- 92** 1) conversations de détresse <sup>1)</sup>;
- 93** 2) conversations de service éclairs ayant pour objet le rétablissement de liaisons téléphoniques internationales totalement interrompues;
- 94** 3) conversations d'Etat éclairs;
- 95** 4) conversations privées éclairs;
- 96** 5) conversations d'Etat urgentes;
- 97** 6) conversations de service urgentes;

<sup>1)</sup> Ces conversations jouissent d'une priorité absolue sur toutes les autres.

- 98** 7) conversations privées urgentes;
- 99** 8) conversations d'Etat ordinaires pour lesquelles la priorité a été expressément demandée;
- 100** 9) conversations d'Etat ordinaires pour lesquelles la priorité n'a pas été demandée, conversations privées ordinaires et conversations de service ordinaires.

**101** § 5. A l'intérieur de chacune des subdivisions mentionnées dans l'un des numéros **83** à **86** et **92** à **100**, les demandes de communications prennent rang entre elles d'après l'ordre chronologique de leur réception, suivant la réglementation en vigueur dans le pays de départ.

**102** § 6. Si cela est nécessaire, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées s'entendent pour déterminer le centre international où les demandes de communications doivent prendre rang entre elles, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## Article 21

### Limitation de la durée des conversations

**103** § 1. (1) En général, la durée des conversations privées n'est pas limitée.

**104** (2) Toutefois, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées peuvent s'entendre pour limiter à douze ou même à six minutes la durée des conversations privées dans certaines relations déterminées.

**105** (3) Dans toute relation, en cas d'encombrement ou de dérangement, les centres internationaux intéressés peuvent s'entendre pour limiter temporairement à douze ou même à six minutes la durée des conversations privées.

**106** (4) Dans toute relation, la durée d'une conversation privée peut être limitée à douze ou même à six minutes, si cela est nécessaire pour satisfaire une demande de communication de priorité supérieure.

**107** § 2. (1) La durée des conversations de détresse, d'Etat et de service n'est pas limitée.

**108** (2) Toutefois, les administrations ou exploitations privées reconnues de transit ont le droit, en cas d'encombrement ou de dérangement,

de limiter à douze minutes la durée des conversations d'Etat et des conversations de service, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs centres.

**109** § 3. Dans les cas où la durée de la conversation est limitée, le demandeur en est prévenu, si c'est possible, au moment où la communication va être établie; en outre, quelques secondes avant la rupture de la communication, les correspondants sont avisés.

## CHAPITRE X

### Location de circuits téléphoniques

#### Article 22

##### Location de circuits téléphoniques

**110** § 1. La location de circuits téléphoniques consiste à affecter un circuit du réseau téléphonique international à l'établissement d'une communication entre deux postes ou deux installations téléphoniques d'abonnés, la communication étant établie une fois pour toutes de façon que les centres ou centraux n'aient plus à intervenir, du point de vue de la commutation.

**111** § 2. Les conversations échangées sur un circuit loué doivent concerner exclusivement l'activité ou les affaires personnelles des bénéficiaires.

**112** § 3. Les postes et installations ainsi reliés ne peuvent en aucun cas être mis à disposition du public ni être cédés ou utilisés d'une façon quelconque directement ou indirectement, pour transmettre des messages de tiers.

**113** § 4. Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées ont le droit de préciser dans le contrat de location les dispositions des deux alinéas précédents, et de contrôler si elles sont respectées.

**114** § 5. Les administrations ou exploitations privées reconnues ont le droit de disposer à nouveau du circuit loué si l'intérêt général l'exige.

**115** § 6. La location de circuits internationaux peut être admise entre administrations ou exploitations privées reconnues en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## CHAPITRE XI

**Transmissions radiophoniques et télévisuelles**

## Article 23

**Transmissions radiophoniques**

**116** § 1. Les transmissions radiophoniques sont des transmissions de programmes musicaux ou parlés.

**117** § 2. Les demandes d'utilisation de circuits internationaux pour des transmissions radiophoniques doivent toujours être formulées le plus tôt possible et, en tout cas, dans un délai suffisant pour permettre aux administrations ou exploitations privées reconnues intéressées de prendre les mesures nécessaires pour organiser la transmission radiophonique dont il s'agit, si les moyens dont elles disposent le permettent. L'organisation de ces transmissions est effectuée en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## Article 24

**Transmissions télévisuelles**

**118** § 1. Les transmissions télévisuelles sont des transmissions d'images non permanentes.

**119** § 2. Les demandes d'utilisation de circuits internationaux pour des transmissions télévisuelles doivent toujours être formulées le plus tôt possible et, en tout cas, dans un délai suffisant pour permettre aux administrations ou exploitations privées reconnues intéressées de prendre les mesures nécessaires pour organiser la transmission télévisuelle dont il s'agit, si les moyens dont elles disposent le permettent. L'organisation de ces transmissions est effectuée en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## CHAPITRE XII

**Transmissions phototélégraphiques**

## Article 25

**Transmissions phototélégraphiques**

**120** § 1. On appelle «poste phototélégraphique public» et «poste phototélégraphique privé» l'installation phototélégraphique fixe ou mobile



exploitée respectivement par une administration ou exploitation privée reconnue et par un organisme privé.

**121** § 2. Sauf accord particulier, les transmissions phototélégraphiques entre deux « postes phototélégraphiques privés » ou entre un « poste phototélégraphique privé » (au départ) et un « poste phototélégraphique public » (à l'arrivée) sont soumises à la réglementation de principe applicable aux communications (et conversations) téléphoniques.

**122** § 3. Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées fixent d'un commun accord les modalités d'exécution propres à ces transmissions en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## CHAPITRE XIII

### Tarif et taxation — Détaxes et remboursements

#### Article 26

##### Unité de taxe - Méthode de taxation

**123** § 1. L'unité de taxe est la taxe afférente à une conversation privée ordinaire d'une durée de trois minutes échangée pendant la période de fort trafic.

**124** § 2. Le montant de l'unité de taxe est déterminé, sur la base du franc-or, par accord entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

**125** § 3. Quand la taxe des conversations est déterminée par des opératrices, toute conversation d'une durée égale ou inférieure à trois minutes est taxée pour trois minutes. Lorsque la durée d'une conversation dépasse trois minutes, la taxation a lieu par périodes indivisibles de une minute pour la durée excédant les trois premières minutes. Toute fraction de minute est taxée pour une minute. La taxe par minute est le tiers de la taxe appliquée pour trois minutes.

**126** § 4. Quand la taxe des conversations est enregistrée automatiquement, les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent d'un commun accord arrêter les modalités de taxation et adapter le montant de l'unité de taxe suivant les exigences des méthodes d'enregistrement utilisées, en particulier d'après la durée des périodes indivisibles de taxations associées à ces méthodes.

**127** § 5. Dans les relations entre centres et centraux voisins de la frontière, déterminées d'un commun accord entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, les conversations sont taxées par périodes indivisibles de trois minutes, à moins qu'il soit décidé d'appliquer à ces conversations, les dispositions des numéros 125 ou 126.

**128** § 6. L'unité de taxe exprimée en francs-or est toujours la même, quelle que soit la voie utilisée pour l'établissement d'une communication dans une relation déterminée.

**129** § 7. (1) L'unité de taxe exprimée en francs-or est la même dans les deux sens d'une relation déterminée.

**130** (2) Toutefois, quand la taxe des conversations est enregistrée automatiquement, le montant de l'unité de taxe peut différer dans les deux sens d'une relation déterminée, mais seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour compenser les conséquences relatives à la taxation résultant éventuellement de l'utilisation de méthodes d'enregistrement différentes aux deux extrémités de la relation.

## Article 27

### Composition de la taxe des conversations

**131** § 1. (1) La taxe d'une conversation se compose des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

**132** (2) Les administrations ou exploitations privées reconnues fixent leurs taxes terminales et de transit en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**133** (3) Toutefois, elles peuvent par accord particulier et toujours en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T., fixer la taxe globale applicable dans une relation déterminée et la répartir en parts terminales revenant aux pays terminaux et, s'il y a lieu, en parts de transit revenant aux pays de transit.

**134** Dans le cas où cet accord particulier n'est pas réalisé, les taxes sont déterminées d'après le numéro 132.

**135** § 2. (1) Pour la détermination des taxes terminales, le territoire des administrations ou exploitations privées reconnues peut être divisé en zones de taxation.

**136** (2) Chaque administration ou exploitation privée reconnue fixe le nombre et l'étendue des zones de taxation pour ses relations avec chacune des autres administrations ou exploitations privées reconnues.

**137** Le nombre de zones de taxation est aussi réduit que possible.

**138** (3) Une taxe terminale uniforme est fixée pour une même zone de taxation.

### Article 28<sup>1)</sup>

#### Fixation d'équivalents monétaires

**139** § 1. Pour la perception des taxes sur le public, chaque pays doit, en principe, appliquer au tarif exprimé en francs-or un équivalent dans sa monnaie nationale se rapprochant autant que possible de la valeur du franc-or. Toutefois, lorsqu'il n'est pas fait application de l'équivalent ou lorsque l'équivalent appliqué est inférieur à l'équivalent vrai, les comptes restent établis conformément aux dispositions de l'article 26.

**140** § 2. (1) Chaque pays notifie, dans la mesure du possible, au Secrétariat général l'équivalent qu'il a choisi et la date à partir de laquelle il percevra les taxes d'après cet équivalent.

**141** (2) Le Secrétariat général dresse un tableau des informations reçues et le transmet à tous les Membres et Membres associés. Il les informe également de la date de mise en application des nouvelles taxes résultant du choix d'un nouvel équivalent. Il fait de même pour les informations ultérieures.

### Article 29

#### Faculté d'arrondir les taxes

**142** § 1. Après avoir opéré la conversion en monnaie nationale, conformément aux dispositions de l'article 28, l'administration ou exploitation privée reconnue du pays d'origine peut arrondir, en plus ou en moins, l'expression en monnaie nationale de l'unité de taxe dans une relation déterminée, afin de satisfaire ses convenances monétaires ou autres.

<sup>1)</sup> Dispositions communes au Règlement téléphonique et au Règlement télégraphique.

**143** § 2. Cet arrondissement doit être réglé de telle manière que l'écart entre l'unité de taxe en monnaie nationale adoptée et la taxe exactement calculée pour trois minutes de conversation au moyen des équivalents du franc-or mentionnés à l'article 28, ne dépasse pas, sauf accord contraire, le quinzième de cette dernière taxe.

**144** § 3. Cet arrondissement en monnaie nationale ne s'applique qu'à la taxe perçue dans le pays d'origine et ne porte point altération à la répartition des taxes en franc-or revenant aux autres administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

### Article 30

#### Perception des taxes

**145** § 1. En principe, la taxe est payée, selon le cas, par le titulaire du poste d'abonné à partir duquel la communication a été demandée ou par la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

**146** § 2. En ce qui concerne les conversations payables à l'arrivée, la taxe est payée par le destinataire.

### Article 31

#### Taxation pendant les périodes de fort et de faible trafic

**147** Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent convenir d'appliquer au trafic échangé dans leurs relations réciproques deux modes de taxation :

- l'un pendant la période dite de fort trafic,
- l'autre pendant la période dite de faible trafic.

**148** Dans cette hypothèse, elles fixent d'un commun accord l'étendue des deux périodes de fort et de faible trafic, l'importance de la réduction de taxe à accorder pendant la période de faible trafic et, d'une manière générale, les conditions d'application de ces dispositions, aussi bien en service manuel ou semi-automatique qu'en service automatique, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## Article 32

**Détermination de la durée taxable d'une conversation**

**149** § 1. La durée taxable d'une conversation est l'intervalle de temps à prendre en considération pour le calcul de la taxe applicable à cette conversation.

**150** § 2. La durée taxable peut différer de la durée de la conversation (voir Annexe) du fait :

**151** a) que la durée de la conversation doit, s'il y a lieu, être réduite en tenant compte des incidents qui, en service manuel ou semi-automatique, ont pu être constatés ou reconnus et qui ont empêché le demandeur et le demandé de converser;

**152** b) qu'en toutes circonstances, la durée effective de la conversation étant déterminée, toute fraction de période indivisible de taxation est taxée comme période entière.

**153** § 3. (1) Dans le cas du service avec préparation des communications, l'opératrice du centre chargé de la taxation peut, suivant accord entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, s'entendre au sujet de la durée taxable avec les opératrices du ou des autres centres internationaux ayant participé à l'établissement de la communication.

**154** (2) En cas de divergence entre les centres internationaux sur la durée taxable d'une conversation, l'avis du centre international chargé de la taxation prévaut.

**155** § 4. La durée taxable d'une conversation émanant ou à destination d'un poste public est déterminée en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**156** § 5. La durée taxable d'une conversation avec facilités spéciales (article 13) est déterminée en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## Article 33

**Taxation des conversations éclairs et urgentes**

**157** § 1. La taxe applicable à une conversation éclair est égale au triple de celle afférente à une conversation privée ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation.

**158** § 2. La taxe applicable à une **conversation urgente** est égale au double de celle afférente à une conversation privée ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation.

#### Article 34

##### Taxation des conversations de détresse et d'Etat

**159** § 1. (1) La taxe applicable à une **conversation de détresse** est égale à celle afférente à une conversation privée ordinaire échangée pendant la même période de taxation.

**160** (2) S'il est constaté qu'une conversation de détresse a été demandée abusivement et a été échangée, cette conversation est soumise à la taxe la plus élevée applicable dans la relation considérée.

**161** § 2. La taxe applicable à une **conversation d'Etat** est égale à celle afférente à une conversation privée échangée pendant la même période de taxation.

#### Article 35

##### Taxation des conversations demandées avec facilités spéciales

**162** § 1. Les taxes applicables aux conversations avec facilités spéciales (article 13) sont indiquées ci-après.

**163** § 2. (1) La taxe applicable à une **conversation avec préavis** est égale à celle afférente à une conversation privée de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par ce préavis.

**164** (2) Un préavis non suivi de conversation est soumis à une taxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la période de taxation où le préavis a été transmis par le centre international du pays d'origine.

**165** § 3. (1) La taxe applicable à une **conversation avec avis d'appel** est égale à celle afférente à une conversation privée de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée :

(166 - 173)

**166** a) d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par l'avis d'appel;

**167** b) d'une surtaxe éventuelle correspondant aux frais de remise de l'avis d'appel. Cette surtaxe est déterminée en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. Elle est perçue sur le demandeur au bénéfice intégral de l'administration ou exploitation privée reconnue de destination.

**168** (2) Un avis d'appel non suivi de conversation est soumis à :

**169** a) une taxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la période de taxation où l'avis d'appel a été transmis par le centre international du pays d'origine,

**170** b) la surtaxe éventuelle de remise de l'avis d'appel prévue au numéro 167.

**171** § 4. Sauf accord particulier contraire :

**172** (1) La taxe applicable à une conversation payable à l'arrivée est égale à celle afférente à une conversation privée de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée en principe, d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation. Cette taxe et cette surtaxe sont payables par le demandé avec l'accord préalable de ce dernier. La taxation et la période de taxation à considérer sont celles du pays où se trouve l'utilisateur qui paie les taxes.

**173** (2) Dans tous les cas où une demande de communication payable à l'arrivée et non accompagnée d'un avis d'appel ou d'un préavis n'aboutit pas, sans que ce soit le fait du service téléphonique, et en particulier lorsque le demandé refuse de payer la conversation, le pays d'origine perçoit sur le demandeur une taxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire échangée pendant la période de taxation du pays d'origine, au cours de laquelle la demande de communication a été transmise.

**174** § 5. La taxation des conversations :

**175** a) de personne à personne,

**176** b) par abonnement,

est déterminée d'un commun accord par les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**177** § 6. (1) Sauf accord contraire, la taxe applicable à une **conversation fortuite à heure fixe** est égale au double de celle afférente à une conversation privée ordinaire de même durée échangée pendant la même période de taxation augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire, pendant cette même période.

**178** (2) Cependant, il peut être convenu d'appliquer aux conversations fortuites à heure fixe, échangées pendant une période de faible trafic, la taxe d'une conversation privée ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire pendant cette même période.

**179** § 7. La taxe applicable à une **conversation multiple** est déterminée d'un commun accord entre les administrations ou exploitations privées reconnues en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**180** § 8. (1) Une **demande de renseignements** n'est soumise à une taxe que si elle n'est pas accompagnée d'une demande de communication et pour autant qu'elle nécessite l'utilisation d'un circuit téléphonique international. Dans ce cas, la taxe applicable à la demande de renseignements est égale au prix d'une minute de conversation privée ordinaire qui serait échangée entre la personne demandant le renseignement et celle au sujet de laquelle le renseignement est demandé, pendant la période de taxation où la demande de renseignement a été transmise par le centre international d'origine.

**181** (2) Si le demandeur désire communiquer avec le service des renseignements d'un pays autre que le sien, cette demande doit être considérée comme une demande de communication.

**182** § 9. Quand une demande de communication se trouve accompagnée de **plusieurs facilités spéciales** soumises chacune au paiement d'une surtaxe (par exemple, une conversation fortuite à heure fixe ou une conversation payable à l'arrivée accompagnée d'un préavis ou d'un avis d'appel), il n'est perçu qu'une seule surtaxe.



## Article 36

**Taxation des modifications de demandes de communications**

**183** § 1. Les modifications de demandes sont accordées gratuitement; toutefois, l'administration ou exploitation privée reconnue de départ peut, pour rémunérer le travail supplémentaire d'inscription, percevoir une taxe spéciale n'entrant point dans les comptes internationaux.

**184** § 2. Lorsqu'une demande de communication avec facilité spéciale a été transformée en une demande de communication sans facilité spéciale, le demandeur doit payer la surtaxe d'une minute de conversation si le centre international de départ a déjà transmis sur le circuit international les indications de service nécessaires à l'établissement de la première communication.

**185** § 3. En cas de modification de toute demande de communication avec ou sans facilité spéciale en une demande de communication avec avis d'appel et vice versa, ou encore en cas de changement de la désignation du destinataire de toute demande de communication avec avis d'appel, l'administration ou exploitation privée reconnue de destination reçoit la taxe relative à la course du messenger, si cette course a déjà eu lieu avant la modification demandée ou est nécessitée par cette modification.

## Article 37

**Taxation dans des cas particuliers****Détaxes et remboursements**

**186** § 1. Lorsque, du fait du service téléphonique, une demande de communication n'est pas suivie de la mise en communication des postes demandeur et demandé, aucune taxe n'est perçue. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

**187** § 2. Si, dès l'établissement d'une communication, on constate que les conditions d'audition ne sont pas suffisantes, aucune taxe n'est perçue.

**188** § 3. (1) Lorsque, au cours d'une conversation, les correspondants éprouvent des difficultés, du fait du service téléphonique, la durée taxable de la conversation est réduite au temps total pendant lequel les conditions de la conversation ont été satisfaisantes.

**189** (2) Le demandeur d'une communication ne peut exiger la réduction de la durée taxable prévue à l'alinéa précédent que si les difficultés

qu'il invoque ont été dûment constatées ou admises par les services compétents des administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

**190** § 4. (1) Toute réclamation faite après la fin de la conversation est instruite par le centre international d'origine. Eventuellement, le ou les centres internationaux intéressés communiquent directement au centre international d'origine les renseignements qui peuvent être nécessaires à l'enquête.

**191** (2) Lorsqu'un dégrèvement de taxe doit être accordé, le centre international chargé de la taxation a le droit de modifier en conséquence les inscriptions sur les documents servant à l'établissement des comptes internationaux, éventuellement après entente avec les autres centres internationaux intéressés.

**192** (3) Si la communication a déjà été comprise dans les comptes internationaux, les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées abandonneront, sauf accord contraire, leurs quotes-parts du dégrèvement à accorder. Les rectifications utiles seront apportées aux comptes ultérieurs.

**193** § 5. (1) Le demandeur d'une communication peut annuler sa demande sans qu'il soit perçu de taxe :

**194** a) s'il n'a pas encore été avisé que la communication est sur le point d'être établie;

**195** b) si, même après avoir été avisé que la communication est sur le point d'être établie, il est informé que l'abonné demandé n'est pas libre ou ne répond pas.

**196** (2) Toutefois, dans le cas de l'annulation d'une demande de communication pour laquelle une surtaxe est à payer, cette surtaxe est perçue si, au moment où le centre international d'origine est informé de l'annulation, les indications relatives à cette demande de communication ont déjà été transmises par le centre international d'origine.

**197** § 6. Les communications de personne à personne non établies peuvent, d'un commun accord, faire l'objet d'une taxe de préparation dont le montant et les conditions d'application sont fixés en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

**198** § 7. (1) Pour toute conversation autre qu'une conversation par abonnement, en cas de refus du poste demandeur ou du poste demandé, il est perçu le prix d'une minute de conversation ordinaire échangée entre les deux postes intéressés pendant la période de taxation où le refus a eu lieu.

**199** (2) Toutefois, dans le cas où une conversation pour laquelle une surtaxe est à payer n'a pu avoir lieu par suite du refus du poste demandeur ou du poste demandé ou du destinataire ou de son délégué, seule cette surtaxe est perçue.

**200** (3) Les dispositions des numéros 198 et 199 ne sont pas applicables dans les relations où les communications de personne à personne sont admises.

**201** § 8. Quand la taxe est déterminée par une opératrice, une communication demandée sous un numéro erroné et établie avec le poste ayant ce numéro d'appel, est taxée pour une durée de trois minutes. Toutefois, si la demande erronée est remplacée immédiatement par une autre demande de communication à destination du même pays, il n'est perçu pour la demande erronée que le prix d'une minute de conversation échangée pendant la période de taxation où la demande erronée a été transmise.

**202** § 9. Quand la taxe est enregistrée automatiquement, les administrations ou exploitations privées reconnues s'entendent sur les modalités de taxation à appliquer aux communications visées au numéro 201, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

#### Article 38

##### Taxation des circuits loués

**203** Les conditions de taxation pour les circuits loués sont déterminées d'un commun accord par les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

#### Article 39

##### Taxation des transmissions radiophoniques et télévisuelles

**204** Les conditions de taxation des transmissions radiophoniques et télévisuelles sont déterminées d'un commun accord par les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

## CHAPITRE XIV

## Comptabilité

## Article 40

## Etablissement des comptes

205 § 1. Le franc-or, tel qu'il est défini à l'article 40 de la Convention, sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes téléphoniques internationaux.

206 § 2. (1) Les taxes téléphoniques font l'objet de comptes mensuels établis par l'administration ou exploitation privée reconnue du pays d'origine et, s'il y a lieu, par l'administration ou exploitation privée reconnue de transit. Ces comptes sont établis en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.

Il est établi un compte distinct relatif :

207 a) au trafic téléphonique proprement dit,

208 b) aux transmissions spéciales : radiophoniques, télévisuelles et phototélégraphiques.

209 (2) Les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées peuvent décider, d'un commun accord, que les taxes afférentes au trafic entre réseaux voisins de la frontière (article 26) n'entrent pas dans les comptes internationaux.

210 (3) Cette disposition peut être étendue à des zones de taxation déterminées.

211 (4) Le trafic écoulé par des voies de secours avec rémunération spéciale est mentionné séparément.

212 § 3. (1) Les comptes mensuels contiennent toutes les taxes et surtaxes afférentes aux conversations téléphoniques internationales à l'exclusion de celles faisant l'objet d'une stipulation contraire du présent Règlement.

213 (2) Les surtaxes entrant dans les comptes internationaux sont réparties entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées suivant la même proportion que les taxes des conversations, à l'exclusion de celles faisant l'objet d'une stipulation contraire du présent Règlement.

**214** (3) Les conversations payables à l'arrivée sont considérées comme émanant du pays de destination.

**215** § 4. Dans les relations exploitées en service avec préparation :

**216** (1) Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, à titre exceptionnel, décider de procéder à la comparaison journalière des minutes de conversation échangées. Dans ce cas, les centres internationaux s'entendent journalièrement, par téléphone, sur le nombre de minutes à considérer dans les comptes internationaux.

**217** (2) La comparaison journalière doit être effectuée d'après les documents de service, de manière à vérifier pour chaque groupe de circuits entre deux centres internationaux, et pour chaque période de taxation, les nombres de minutes taxées classés en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. Pour chaque période de taxation, les minutes sont groupées par pays et par zone de taxation.

**218** (3) La comparaison journalière doit être terminée au plus tard le surlendemain de la journée considérée et être effectuée pendant les heures les moins chargées de manière à ne pas gêner l'écoulement du trafic.

**219** § 5. Un compte spécial concernant la fourniture onéreuse des listes d'abonnés est tenu de la manière suivante : au moins une fois par an, et de préférence à la fin de l'année, chaque administration ou exploitation privée reconnue ayant fourni des listes à une autre administration ou exploitation privée reconnue établit un compte spécial (indépendant du compte des conversations téléphoniques) des sommes qui lui reviennent à raison de cette fourniture; ces sommes ne doivent pas être comprises dans les comptes des taxes téléphoniques.

#### Article 41

#### Echange et acceptation des comptes

**220** § 1. Sauf accord spécial entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, les comptes mensuels sont établis comme suit :

**221** (1) L'administration ou exploitation privée reconnue d'origine établit et transmet un compte mensuel à l'administration ou exploitation privée reconnue de destination et, le cas échéant, elle en adresse un exemplaire à chacune des administrations ou exploitations privées reconnues de transit intéressées.

222 (2) Toutefois, dans les relations intercontinentales :

223 a) Pour ce qui concerne les relations de transit dans le continent d'origine, l'administration ou exploitation privée reconnue d'origine transmet les comptes mensuels à l'administration ou exploitation privée reconnue contrôlant le circuit intercontinental dans la direction de départ; un exemplaire du compte est envoyé en même temps aux administrations ou exploitations privées reconnues de transit intéressées. Ce compte fait apparaître la part revenant à chacune des administrations ou exploitations privées reconnues de transit et, en outre, en un montant unique, la part revenant à l'administration ou exploitation privée reconnue contrôlant le circuit intercontinental dans la direction de départ ainsi qu'aux administrations ou exploitations privées reconnues opérant au delà de son territoire.

224 b) L'administration ou exploitation privée reconnue contrôlant le circuit intercontinental dans la direction de départ établit et envoie un compte mensuel, tant pour le trafic de départ de son propre pays que pour le trafic en transit par son territoire, faisant apparaître, en un montant unique, la part qui revient à l'administration ou exploitation privée reconnue contrôlant le circuit intercontinental dans la direction d'arrivée et, le cas échéant, la part revenant aux administrations ou exploitations privées reconnues opérant au delà de son territoire.

225 c) L'administration ou exploitation privée reconnue qui contrôle le circuit intercontinental dans la direction d'arrivée établit, le cas échéant, un nouveau compte à l'intention de chaque administration ou exploitation privée reconnue intéressée opérant au delà de son territoire; ce compte fait apparaître la part revenant à chacune des administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

226 (3) Les règles régissant l'établissement et l'envoi des comptes pour les transmissions spéciales sont les mêmes que pour le trafic télépho-

nique proprement dit; dans ces cas, c'est l'administration ou exploitation privée reconnue qui a encaissé les taxes qui établit le compte original.

**227** § 2. Chaque compte mensuel doit être transmis avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ce compte se rapporte.

**228** § 3. Sous réserve des dispositions du numéro 229, les comptes sont censés être acceptés sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation au pays qui les a présentés.

**229** § 4. Les administrations ou exploitations privées reconnues conservent le droit de contester un compte si l'examen du trafic d'arrivée fait ressortir, entre le compte établi par le pays d'origine et le compte établi par leurs services, les différences ci-après :

<i>Montant du compte établi par l'administration ou l'exploitation privée reconnue d'origine</i>	<i>Différence supérieure à :</i>
a) inférieur à 2500 francs-or	a) 25 francs-or
b) de 2500 à 100 000 francs-or	b) 1% du montant du compte créditeur
c) supérieur à 100 000 francs-or	c) 1% des premiers 100 000 francs-or et 0,5% du sur- plus du montant du compte créditeur.

**230** § 5. (1) Lorsque le cas prévu au numéro 229 se produit, l'administration ou exploitation privée reconnue peut présenter à l'administration ou exploitation privée reconnue intéressée qui a envoyé le compte, des observations accompagnées de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour permettre une révision de compte. Ces observations doivent être présentées aussitôt que possible et au plus tard dans un délai de deux mois après la réception du compte contesté.

**231** (2) Lorsque la divergence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas les limites précitées, la révision est arrêtée. Les ajustements admis d'un commun accord sont inclus dans un compte ultérieur.

**232** § 6. Un décompte trimestriel faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre est, sauf arrangement contraire entre les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, dressé dans le plus bref délai par l'administration ou exploitation privée reconnue créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

#### Article 42

##### Conservation des bordereaux

**233** Les bordereaux qui ont servi à l'établissement des comptes sont conservés jusqu'à la liquidation de ces comptes et, dans tous les cas, au moins pendant 6 mois.

#### Article 43 <sup>1)</sup>

##### Paiement des soldes de comptes

**234** § 1. Le décompte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater du jour où l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice l'a reçu. Passé ce délai, l'administration ou exploitation privée reconnue créditrice aura le droit d'exiger des intérêts à raison de 6 pour cent par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

**235** § 2. (1) Le solde du décompte trimestriel en francs-or est payé par l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice à l'administration ou exploitation privée reconnue créancière, pour un montant équivalent à sa valeur, conformément aux dispositions du présent Règlement et à celles des accords monétaires spéciaux qui peuvent exister entre les pays dont relèvent les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées.

---

<sup>1)</sup> Dispositions communes au Règlement téléphonique et au Règlement télégraphique.



**236** (2) Ce paiement doit être effectué, sans frais pour l'administration ou exploitation privée reconnue créancière<sup>1)</sup>, par l'un des moyens énumérés ci-après :

**237** a) au choix de l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice, en or, par chèque ou par traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier ou, encore, par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou d'une place commerciale du pays créancier; les chèques, traites, ou virements doivent être libellés en l'une des monnaies définies sous le titre A de l'Appendice au présent Règlement;

**238** b) suivant accord entre les deux administrations et/ou exploitations privées reconnues, par l'intermédiaire d'une banque utilisant le clearing de la Banque des règlements internationaux à Bâle;

**239** c) par tout autre moyen convenu entre les intéressés.

**240** (3) Les monnaies de paiement utilisées, de même que les règles de conversion, en la monnaie de paiement, des soldes exprimés en francs-or, sont celles qui figurent dans l'Appendice au présent Règlement.

**241** (4) Les pertes ou les gains éventuels consécutifs au règlement des soldes par chèques ou par traites sont soumis aux règles ci-après :

**242** a) en cas de pertes ou de gains provenant d'une baisse ou d'une hausse imprévue se produisant jusqu'au jour inclus de la réception du chèque ou de la traite et affectant la parité-or de l'une des monnaies définies aux numéros 276 à 279 de l'Appendice au présent Règlement, les deux administrations et/ou exploitations privées reconnues intéressées participent à ces pertes ou à ces gains par parts égales;

**243** b) lorsque s'est produite une variation notable de la parité-or ou des cours ayant servi de base à la conversion, les règles indiquées au numéro 242, sont appliquées, sauf s'il s'agit d'une hausse ou d'une baisse résultant d'une réévaluation ou d'une dévaluation de la monnaie du pays créancier;

<sup>1)</sup> Ne sont pas considérés comme frais à supporter par le débiteur, les taxes, frais de clearing, provisions et commissions, qui peuvent être perçus par le pays de l'administration ou exploitation privée reconnue créancière sur celle-ci.

- 244** c) en cas de retard dans l'envoi du chèque ou de la traite délivré ou dans la transmission, à la banque, de l'ordre de virement, l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice est responsable des pertes entraînées par ce retard; est considéré comme retard, tout délai injustifié<sup>1)</sup> qui a pu s'écouler entre la délivrance par la banque et l'expédition du chèque ou de la traite; si le délai est cause d'un gain, la moitié de celui-ci doit être bonifiée à l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice;
- 245** d) dans tous les cas prévus aux numéros **242** à **244**, les différences ne dépassant pas 5 pour cent sont négligées;
- 246** e) Les dispositions des numéros **236** à **240** sont applicables au règlement des différences; les délais de règlement courent du jour de la réception du chèque ou de la traite.
- 247** (5) A la demande de l'administration ou exploitation privée reconnue créancière, lorsque le montant du solde dépasse cinq mille (5.000) francs-or, la date de l'envoi d'un chèque ou d'une traite, la date de son achat et son montant, ou encore la date de l'ordre de virement et son montant, doivent être notifiés par l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice, au moyen d'un télégramme de service.

---

## CHAPITRE XV

### Secrétariat général de l'Union — Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.)

#### Article 44

##### Documents publiés par le Secrétariat général

**248** En application de l'article 8, § 2, lit. k), 2° de la Convention, le Secrétariat général publie les documents suivants, en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T.:

---

<sup>1)</sup> Délai supérieur à quatre jours ouvrables (jours de travail), ce délai courant du jour de l'émission du chèque ou de la traite (ce jour non compris) jusqu'au jour de l'envoi de ce chèque ou de cette traite.

- Statistique générale de la téléphonie
- Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales
- Cartes officielles relatives au réseau téléphonique international
- Répertoire des définitions des termes essentiels utilisés dans le domaine de télécommunications
- Codes et abréviations à l'usages des services internationaux de télécommunications.

#### Article 45

### Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.)

**249** § 1.<sup>1)</sup> (1) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie, les fac-similés et la téléphonie.

**250** (2) La constitution et les méthodes de travail du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) sont fixées par l'article 7 de la Convention et dans la 2<sup>e</sup> partie du Règlement général y annexé.

**251** § 2. Les administrations ou exploitations privées reconnues déterminent d'un commun accord toute disposition relative au service téléphonique international qui n'est pas contenue dans le présent Règlement; à cet effet, elles tiennent compte des Avis émis par le C.C.I.T.T.

---

<sup>1)</sup> Dispositions communes au Règlement téléphonique et au Règlement télégraphique.

## CHAPITRE XVI

**Dispositions finales**

## Article 46

**Mise en vigueur du Règlement**

**252** Le présent Règlement, qui est annexé à la Convention, entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent soixante.

---

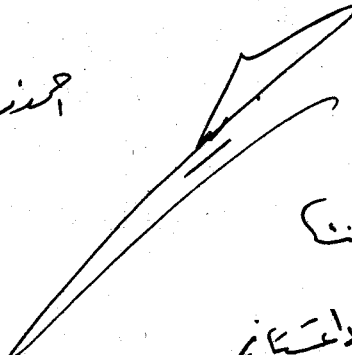
**253** En signant le présent Règlement, les délégués respectifs déclarent que si une administration formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, aucune autre administration n'est obligée d'observer cette dite ou ces dites dispositions dans ses relations avec l'administration qui a formulé de telles réserves.

---

**254** En foi de quoi les délégués respectifs ont signé le présent Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 29 novembre 1958.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :


  
 فهد بن عبدالعزيز  
 الملك سعودية

Pour la Fédération de l'Australie :

L. Archer  
 A. Shepherd  
 Charlton.

Pour l'Autriche :

Weninger  
Russey

Pour la Belgique :

Standaert  
Debrau

Pour la République Socialiste Soviétique  
de Biélorussie :

St. Agnacev.

Pour l'Union de Birmanie :

*U Nu*  
*U Nu*

*U Nu*

Pour la République populaire de  
 Bulgarie :

*Blagovest*

*Blagovest*

Pour Ceylan :

*A. M. Arketell*

*W. G. Gonesekera*

Pour la Chine :

汪君一照 *R. H. Owan*

費立權 *Fei Lib-chuan*

方賢壽 *Fang Hien-cho*

彭韻莪 *Peng Yeh-yu*

張德 *J. T. Chep*





Pour la République de Corée :

Jai-kon Lee  
 Kim Jong-hui

Pour le Danemark :

P. F. Eriksen

C. Thomsen

ad referendum

Pour la République de El Salvador :

Ruy  
 / conseil général

Pour l'Ensemble des Territoires représentés  
par l'Office français des postes et  
télécommunications d'Outre-Mer :

*Chypre*

*Territoires*

*[Signature]*

Pour l'Espagne :

*Manuel González*

*[Signature]*

*José Garrido*



Pour la République Populaire Hongroise :

*Béla Földi*

*László Pászti*

Pour la République de l'Inde :

*R. Vaish* आर. सा. वैश्य.


*D. K. Kalia*

*Madodhan*

Pour la République d'Indonésie :

*J. P. P.*  
*W. M. M.*  
*P. M. P.*

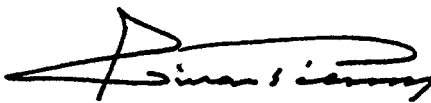
Pour l'Iran :

*H. Samiy* 

Pour l'Irlande :

*J. M. Canell*  
*P. B. Wamer.*

Pour l'Islande :

*G. Griem*  


Pour l'Etat d'Israël :



Pour l'Italie :

A Beni  
J. Oricatero

Pour le Japon :

H. Matenda  
Sabon

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :

abjoradg      عبد الجبار

Pour le Liban :

*W. Kayshe*

~~*Jaume*~~

Pour le Royaume-Uni de Libye :

*J. J. J. J.*      *A. J. J. J.*

*M. M. M.*


*A. J. J. J.*

Pour le Luxembourg :


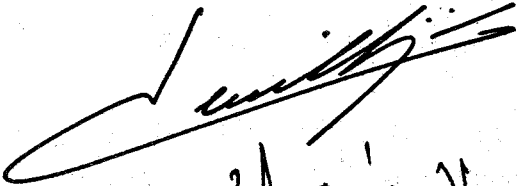
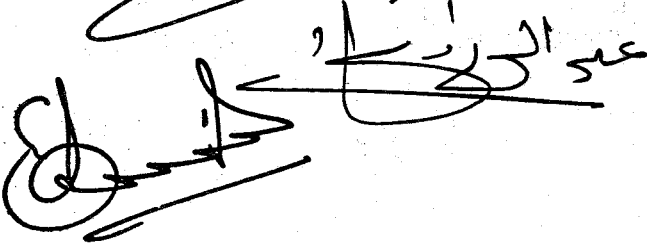
*J. J. J. J.*  
*C. C. C. C.*



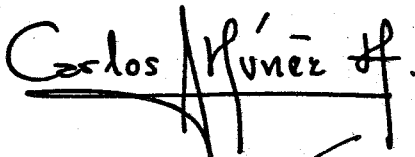
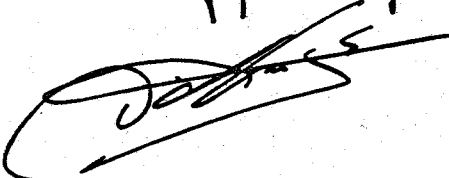
Pour la Fédération de Malaisie :

  
Mohamed Hassan bin Abdul Wahab

Pour le Royaume du Maroc :

Pour le Mexique :

  
Carlos Ruíz  


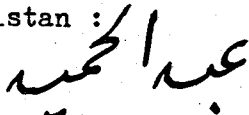
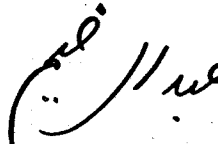
Pour Monaco :

~~Robert~~

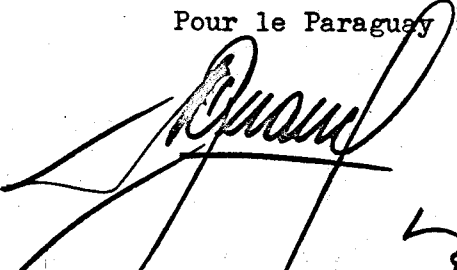
Pour la Norvège :

Er Lyving-Tousson  
 Kj Larsen  
 Anders Nord

Pour le Pakistan :

Attamed   
 Akbeem 

Pour le Paraguay :

  
 4  
 Qui t'as de plus vege a lui rai

— 51 —

Pour les Pays-Bas, Surinam,  
Antilles néerlandaises, Nouvelle-Guinée :

*J. H. van Gooen*  
*M. van der ...*  
*Tanig*

Pour la République Populaire  
de Pologne :

*Janusz*  
*Meydankiewicz*

Pour le Portugal :

*Henrique ...*  
*Medeiros ...*  
*Ryco Rynd Lody*

Pour les Provinces portugaises d'Outre-Mer :

*Joseph de Sá*

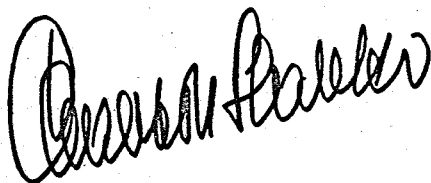
Pour la République Arabe Unie :

*M. M. Riad*

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

*F. Gladenbeck*  
*Rinner*  
*K. Bernau*

Pour la République fédérative populaire  
de Yougoslavie :



Pour la République Socialiste Soviétique  
de l'Ukraine :



Pour la Fédération de Rhodesia et Nyasaland :



Pour la République populaire roumaine :



Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne  
et de l'Irlande du Nord :

*Theobald*

*H. G. Linnick*

Pour la République du Soudan :

*محمد بن عبد الوهاب*

*Soliman Hassine*

Pour la Suède :

*Niklas Sten*

*N. Nimbürg*

*Georg Soderham*

*Simon Kullar*

Pour la Confédération Suisse :

Münster.  
Langenberger  
F. G. Müller  
Ch. Chapuis

Pour la Tchécoslovaquie :

Juraj Maral

Pour la Tunisie :

Al. 3

Pour la Turquie :

*Nesim Özyürek*

Pour l'Union de l'Afrique du Sud  
et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :

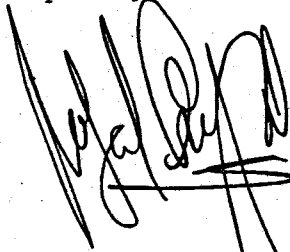
*R. Ullmann*

Pour l'Union des Républiques Socialistes  
Soviétiques :

*A. Gurkov*  
*C. Zafenk*  
*I. Yuchenko*



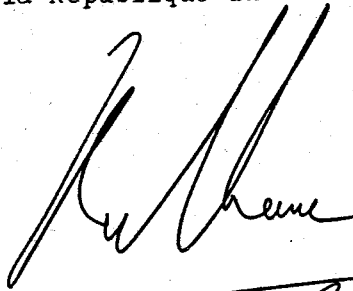
Pour la République de Vénézuéla :



Guillermo S. García :

M. A. Fejedy

Pour la République du Viêt-Nam :



M. R. Thuan

## ANNEXE

## Définitions

- 255** Les définitions ci-après complètent celles qui sont mentionnées dans la Convention (Buenos Aires, 1952):
- 256** *Central téléphonique*: Tout bureau, commutateur ou installation entrant dans l'organisation d'un réseau téléphonique national.
- 257** *Centre international*: Central placé à l'une des extrémités d'un circuit téléphonique international.
- 258** *Centre de transit international*: Centre international choisi pour établir des communications entre deux pays autres que le sien.
- 259** *Circuit téléphonique (international et interurbain)*:
- a) Ensemble des moyens nécessaires pour établir une liaison directe entre deux centres ou centraux (manuels ou automatiques).
  - b) Ce circuit est dit « circuit international » quand il relie directement deux centres internationaux situés dans deux pays différents.
  - c) L'expression « circuit interurbain » est réservée pour désigner des circuits exclusivement nationaux.
- 260** *Communication téléphonique*:  
Mise en liaison de deux postes téléphoniques.
- 261** *Communication directe*: Communication téléphonique établie au moyen d'un seul circuit international.
- 262** *Communication de transit*: Communication téléphonique établie au moyen de plus d'un circuit international.
- 263** *Communication refusée*: Communication non suivie de conversation lorsque, au moment où elle est offerte, une personne quelconque à l'un des deux postes demandeur ou demandé indique immédiatement qu'on ne peut ou qu'on ne veut pas parler.
- 264** *Conversation téléphonique*: Utilisation effective d'une communication établie entre les postes téléphoniques demandeur et demandé.

**265** *Demande de communication* : Première requête formulée par le demandeur pour obtenir une communication téléphonique internationale.

Dans le service international automatique, la manœuvre du cadran (ou clavier) d'appel effectuée par un usager pour obtenir la communication avec son correspondant est assimilée à une demande de communication.

**266** *Durée d'une conversation* : Intervalle de temps qui s'écoule entre le moment où la communication est effectivement établie entre les postes demandeur et demandé et le moment où le poste demandeur donne le signal de fin de conversation, ou le moment où, bien que le demandeur n'ait pas raccroché, la communication est :

*en service manuel ou semi-automatique*, rompue par une opératrice;  
*en service automatique intégral*, rompue sous l'action du signal de raccrochage du demandé, éventuellement après une certaine temporisation.

**267** *Durée taxable d'une conversation* : Intervalle de temps à prendre en considération pour le calcul de la taxe applicable à cette conversation.

**268** *Durée d'occupation d'un circuit international* : Intervalle de temps pendant lequel le circuit international est utilisé. Cet intervalle comprend, notamment, la durée de conversation, la durée des manœuvres et de l'échange des propos de service.

Remarque: On convient de désigner par le mot « manœuvres » à la fois l'intervention des opératrices et le fonctionnement des organes de commutation.

**269** *Service avec préparation* : Service comportant, après l'enregistrement de la demande de communication par une première opératrice du centre international de départ, l'établissement de cette communication par une autre opératrice de ce centre. Cette deuxième opératrice prend toutes les mesures nécessaires pour que les deux postes demandeur et demandé soient mis en communication sans aucune perte de temps sur le(s) circuit(s) international(aux).

**270** *Service rapide* : Service comportant, dès l'enregistrement de la demande de communication au centre international de départ, une tentative immédiate d'établissement de la communication par ce centre.

On distingue :

A. Service rapide manuel.

Ce service donne lieu à deux modes d'exploitation :

a) Service rapide manuel indirect.

Dans ce mode d'exploitation, l'opératrice du centre international d'arrivée sert d'interprète entre l'opératrice du centre international de départ et l'abonné demandé.

b) Service rapide manuel direct.

Dans ce mode d'exploitation, l'opératrice du centre international de départ s'adresse directement à l'abonné demandé.

#### B. Service rapide semi-automatique.

Ce service comporte en général l'établissement automatique de la communication entre l'opératrice du centre international de départ et l'abonné demandé.

**271** *Service automatique* : Service comportant la composition par l'abonné demandeur (au cadran ou au clavier d'appel) du numéro nécessaire pour obtenir directement l'abonné demandé.

#### **272** *Voies d'acheminement* :

Circuits à utiliser pour l'acheminement du trafic téléphonique international dans une relation déterminée. On distingue :

- a) les voies normales,
- b) les voies de débordement,
- c) les voies de secours

et pour le service téléphonique intercontinental :

- d) les voies primaires,
- e) les voies secondaires.

a) *Voie normale* : Ensemble des circuits à utiliser indifféremment en premier choix entre deux centres internationaux déterminés.

b) *Voie de débordement* : Circuit(s) à utiliser entre deux centres internationaux déterminés quand la voie normale est encombrée.

c) *Voie de secours* : Circuit(s) à utiliser entre deux centres internationaux déterminés en cas d'interruption totale ou de dérangement important des voies normales et des voies de débordement.

d) *Voie primaire* : Circuit(s) à utiliser normalement dans le service téléphonique intercontinental.

e) *Voie secondaire* : Circuit(s) à utiliser dans le service téléphonique intercontinental lorsque la voie primaire est encombrée, ou lorsque la qualité de transmission sur la voie primaire n'est pas suffisante, ou lorsqu'on est en dehors des heures d'ouverture du service sur la voie primaire.

APPENDICE <sup>1)</sup>

## Paiement des soldes de comptes

**273** Les monnaies de paiement utilisées et les règles de conversion, en la monnaie de paiement, des soldes exprimés en francs-or, auxquelles se réfère le numéro **240** du Règlement téléphonique, sont les suivantes :

A. *Monnaies de paiement*

**274** Les monnaies utilisées pour le paiement des soldes en francs-or des comptes téléphoniques internationaux sont les suivantes :

**275** a) Si le pays dont relève l'administration ou exploitation privée reconnue créancière est lié par un accord monétaire spécial au pays dont relève l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice, la monnaie désignée par cet accord;

**276** b) Si ces pays ne sont pas liés par un accord monétaire spécial, le créancier peut demander :

**277** 1. soit la monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission, ou une autre institution officielle, achète librement et vend librement de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement (monnaie dénommée ci-après « monnaie-or »);

**278** 2. soit la monnaie d'un pays où cette monnaie est librement appréciée par rapport aux autres monnaies (monnaie dénommée ci-après « monnaie libre ») et dont la parité-or est fixée par le Fonds monétaire international;

**279** 3. soit la monnaie d'un pays où cette monnaie est librement appréciée par rapport aux autres monnaies (monnaie libre) et dont la parité-or est déterminée par une loi interne ou par un arrangement entre le gouvernement et une institution officielle d'émission de ce pays;

**280** 4. soit sa propre monnaie, qui peut ne pas répondre aux conditions fixées aux numéros **277** à **279**; dans ce cas, il est nécessaire que les administrations ou exploitations privées reconnues intéressées soient consentantes;

<sup>1)</sup> Dispositions communes au Règlement téléphonique et au Règlement télégraphique.

- 281** c) Si les monnaies de plusieurs pays répondent aux conditions fixées aux numéros 277 à 279, il appartient à l'administration ou exploitation privée reconnue créancière de désigner la monnaie de paiement qui lui convient.

### B. Règles de conversion

**282** La conversion en monnaie de paiement des soldes en francs-or s'opère selon les règles ci-après :

- 283** a) Si les administrations ou exploitations privées reconnues relèvent de pays liés par des accords monétaires spéciaux, la conversion s'effectue :

**284** 1. Au choix de l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice, soit directement dans la monnaie du pays créancier à la parité-or fixée pour cette monnaie par le Fonds monétaire international, soit par l'intermédiaire de la monnaie du pays débiteur sur la base de la parité-or approuvée pour cette monnaie par le Fonds monétaire international; le résultat obtenu en monnaie du pays créancier ou en monnaie du pays débiteur sera éventuellement transformé dans la monnaie de paiement, conformément aux accords monétaires spéciaux liant les deux pays;

**285** 2. s'il n'existe pas de parité-or approuvée par le Fonds monétaire international, tant pour la monnaie du pays créancier que pour celle du pays débiteur : à la parité-or d'une monnaie répondant à l'une ou l'autre des conditions prévues aux numéros 277 à 279; le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur d'après le cours officiel pratiqué, pour cette dernière monnaie, dans le pays débiteur et, éventuellement, de la monnaie du pays débiteur dans la monnaie de paiement, conformément aux accords monétaires spéciaux;

**286** 3. au choix de l'administration ou exploitation privée reconnue débitrice, soit directement dans la monnaie du pays créancier et à la parité-or fixée pour cette monnaie par une loi de ce pays ou par un arrangement entre le gouvernement et une institution officielle d'émission, soit par l'intermé-

diaire de la monnaie du pays débiteur et à la parité-or fixée pour cette monnaie par une loi de ce pays ou par un arrangement entre le gouvernement et une institution officielle d'émission; le résultat obtenu en monnaie du pays créancier ou en monnaie du pays débiteur sera éventuellement transformé dans la monnaie de paiement, conformément aux accords monétaires liant les deux pays;

- 287**    b) Si les administrations ou exploitations privées reconnues relèvent de pays n'ayant pas conclu d'accord monétaire spécial, la conversion s'effectue comme suit :
- 288**    1. si la monnaie de paiement est une monnaie-or : à la parité-or de cette monnaie;
- 289**    2. si la monnaie de paiement est une monnaie libre appréciée en or par le Fonds monétaire international : à la parité-or approuvée par ce Fonds, ou à la parité-or fixée par une loi interne ou par un arrangement entre le gouvernement et une institution officielle d'émission;
- 290**    3. si la monnaie de paiement est une monnaie libre non appréciée en or par le Fonds monétaire international : soit à la parité-or fixée par une loi interne ou par un arrangement entre le gouvernement et une institution officielle d'émission, soit par l'intermédiaire d'une autre monnaie libre comportant une parité-or approuvée par le Fonds; le résultat obtenu est transformé dans la monnaie de paiement au cours officiel en vigueur dans le pays débiteur le jour ou la veille du virement ou de l'achat du chèque ou de la traite;
- 291**    c) Si, par accord entre les deux administrations ou exploitations privées reconnues intéressées, la monnaie de paiement est celle visée au numéro **280**, le solde en francs-or est converti en une monnaie-or ou en une monnaie libre; le résultat obtenu est converti en monnaie du pays débiteur et, de celle-ci, en monnaie du pays créancier, d'après le cours officiel en vigueur dans le pays débiteur le jour ou la veille du virement ou de l'achat du chèque ou de la traite.

— 65 —

## PROTOCOLE FINAL

au

## RÈGLEMENT TÉLÉPHONIQUE

(Revision de Genève, 1958)

annexé à la

CONVENTION INTERNATIONALE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

(Buenos Aires, 1952)

Au moment de procéder à la signature du Règlement téléphonique annexé à la Convention internationale des télécommunications, les délégués soussignés prennent acte des déclarations suivantes :

*Pour l'Union de Birmanie :*

En signant le Règlement téléphonique, la délégation de la Birmanie déclare réserver pour son administration le droit d'accepter ou de refuser ce Règlement, en totalité ou en partie.

*(Original : anglais.)**Pour la République de Colombie :*

Au moment de signer le Règlement téléphonique, la délégation de la République de Colombie déclare ne pouvoir accepter aucune obligation à l'égard des articles 26, §§ 6 et 7, 28 § 1 et 29, § 2 dudit Règlement.

*(Original : espagnol.)**Pour la République de Colombie, le Mexique et la République de Venezuela :*

Au moment de signer le Règlement téléphonique, les délégations de la République de Colombie, du Mexique et de la République de Venezuela se réservent le droit de se conformer aux Avis du C.C.I.T.T. dans la mesure où ceux-ci permettent de résoudre des problèmes d'ordre international universel et de faire face aux besoins régionaux.

*(Original : espagnol.)*



*Pour la République de l'Inde :*

La délégation de l'Inde apprécie les efforts déployés par cette Conférence en vue d'établir pour la première fois un Règlement téléphonique destiné à être universellement appliqué. Toutefois, la Conférence a disposé de peu de temps pour examiner en détail ce Règlement et il est nécessaire que l'Administration de l'Inde étudie en détail les dispositions de ce texte, afin d'en évaluer les diverses incidences. Cet examen détaillé ne peut être entrepris qu'à l'issue de la Conférence, lorsque la délégation aura regagné l'Inde.

C'est pourquoi, en signant le Règlement téléphonique (Genève, 1958), la délégation de l'Inde n'engage aucunement son administration et réserve pour celle-ci le droit d'adopter ou de refuser les dispositions du Règlement. Les résultats de l'examen auquel aura procédé l'Administration de l'Inde, seront communiqués au Secrétariat général de l'U.I.T. avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960, date fixée pour l'entrée en vigueur de ce Règlement.

*(Original : anglais.)*

*Pour l'Etat d'Israël :*

En signant le Règlement téléphonique (Genève 1958), la Délégation de l'Etat d'Israël réserve le droit de son Administration de ne pas adopter certaines parties ou l'ensemble de ce Règlement.

*(Original : anglais.)*

*Pour la Fédération de Rhodesia et Nyasaland :*

En signant le Règlement téléphonique, la délégation de la Fédération de Rhodesia et Nyasaland déclare qu'elle réserve le droit, pour son administration, d'accepter ou de rejeter ultérieurement tout ou partie de ce Règlement.

*(Original : anglais.)*

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :*

Nous déclarons que nos signatures pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord s'étendent aux Iles Anglo-Normandes et à l'Ile de Man.

*(Original : anglais.)*

*Pour l'Union de l'Afrique du Sud  
et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :*

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest devra, après la clôture de la présente Conférence réexaminer le Règlement téléphonique. A la suite de cet examen, qui exigera nécessairement un certain temps, la délégation sera peut-être amenée à formuler des réserves concernant l'ensemble ou une partie du Règlement.

Dans ces conditions, la délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest signera le Règlement téléphonique sous la condition expresse que cette signature n'engage nullement les administrations intéressées.

*(Original : anglais.)*

*Pour la République de Venezuela :*

En signant le Règlement téléphonique, la délégation de la République de Venezuela déclare que son administration ne se trouve pas, de ce fait, engagée de façon définitive, car l'examen de ce document par l'Administration du Venezuela peut amener celle-ci à formuler des réserves sur certains points du Règlement en question.

*(Original : espagnol.)*

En foi de quoi, les délégués ci-dessous ont dressé le présent protocole, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 29 novembre 1958.

*(Suivent les signatures)*

*(Les délégués qui ont signé le Protocole final sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement téléphonique. [Voir pages 37 à 57].)*

C. VERTALING**TELEFOONREGLEMENT****(HERZIENING VAN GENÈVE, 1958)****BEHORENDE BIJ HET INTERNATIONALE VERDRAG****BETR. DE VERREBERICHTGEVING****(BUENOS AIRES, 1952)**  

---

**HOOFDSTUK I****Strekking van het Telefoonreglement****Artikel 1****Strekking van het Telefoonreglement**

**1 § 1.** Het Telefoonreglement stelt de voorschriften vast, welke in de internationale telefoondienst in acht moeten worden genomen.

**2 § 2.** De bepalingen van dit Reglement zijn van toepassing op de telefoonverbindingen per draad en op de radiotelefoonverbindingen, voor zover het Reglement betreffende de radioberichtgeving en het Additioneel Reglement betreffende de radioberichtgeving niet anders bepalen.

**3 § 3.** Van de bepalingen van dit Reglement kan worden afgeweken in de relaties waarin bijzondere regelingen gelden of regionale overeenkomsten zijn gesloten krachtens de bepalingen van de artikelen 41 en 42 van het Verdrag.

**HOOFDSTUK II****Definities****Artikel 2****Definities**

**4 (1)** De definities in de Bijlage bij dit Reglement vormen een aanvulling op die, gevoegd bij het Internationale Verdrag betr. de Verreberichtgeving.

5 (2) Voor de definities van andere termen worden de administraties of erkende particuliere ondernemingen verwezen naar het „Répertoire des définitions des termes essentiels utilisés dans le domaine des télécommunications (Partie I - Téléphonie)”.

### HOOFDSTUK III

#### Internationaal net

##### Artikel 3

###### Samenstelling en gebruik van het net

6 § 1. De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen plegen overleg over het te openen verkeer. Zij streven ernaar dit internationale verkeer tot haar gehele grondgebied uit te breiden, er voor zorgend dat de geluidsoverkomst zowel wat sterkte als duidelijkheid betreft, bevredigend is.

7 § 2. De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen wijzen op hun verzorgingsgebied de centrales aan, welke moeten worden beschouwd als internationale centra.

8 § 3. (1) De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen in onderling overleg vast of voor de dienst al dan niet gebruik moet worden gemaakt van een internationaal transit-centrum en vormen de leidingen welke nodig zijn om de afwikkeling van het internationale telefoonverkeer te verzekeren.

9 (2) Elke administratie of erkende particuliere onderneming welke haar tussenkomst verleent, stelt de gedeelten van de internationale leidingen ter beschikking, welke door het gebied moeten lopen dat zij verzorgt.

10 § 4. Bij de totstandbrenging en het onderhoud van de voor de internationale telefoondienst te gebruiken leidingen en inrichtingen dient rekening te worden gehouden met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

11 § 5. (1) De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen in onderling overleg voor elke verkeersrelatie de te gebruiken wegen vast en houden hierbij rekening met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

12 (2) De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen lichten het Secretariaat-Generaal in omtrent de aldus vastgestelde wegen, dit met het oog op het opstellen en het uitvoeren door

genoemd Secretariaat van de „Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales”.

**13 § 6.** In geval van storing van een internationale leiding (of gedeelte van een leiding), gaan de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen met bekwame spoed over tot de opheffing van de storing, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. Gedurende het tijdvak dat deze niet ter beschikking is, moet de gestoorde leiding voor zoveel mogelijk en binnen de kortst mogelijke tijd worden vervangen.

**14 § 7.** De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen verstrekken elkaar een opgaaf van de samenstelling van de internationale lijngedeelten, welke op haar verzorgingsgebieden zijn tot stand gebracht en geven elkaar kennis van elke belangrijke wijziging daarin.

#### Artikel 4

##### Periodieke onderhoudsmetingen van de leidingen

**15** De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen in onderling overleg een plan op voor periodieke onderhoudsmetingen op de internationale leidingen. Bij de uitvoering van deze metingen moet rekening worden gehouden met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. en zij moeten op zodanige tijdstippen geschieden, dat zij de afwikkeling van het telefoonverkeer niet hinderen.

### HOOFDSTUK IV

#### Openstellingsuren. Wettelijke tijd

##### Artikel 5

##### Openstellingsuren

**16 § 1. (1)** Elke administratie of erkende particuliere onderneming bepaalt de openstellingsuren van haar centra en centrales.

**17 (2)** De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen streven ernaar de openstellingstijden van hun centrales, welke geregeld verkeer met elkaar hebben, te doen samenvallen, terwijl zij zich zoveel mogelijk richten naar de openstellingsuren van de centrale welke het langst geopend is.

**18 (3)** De internationale centra moeten zoveel mogelijk doorlopend in dienst zijn.

**19 § 2. (1)** De internationale centra welke niet doorlopend geopend zijn, moeten na het officiële tijdstip van sluiting de dienstuitvoering nog twaalf minuten voortzetten ten behoeve van de lopende en de reeds voorbereide gesprekken.

**20 (2)** Op deze regel kan een uitzondering worden gemaakt in het radiotelefoonverkeer, wanneer de in de desbetreffende relatie gebruikte eindapparatuur van een bepaald tijdstip af moet worden gebruikt voor een andere relatie. De administraties of erkende particuliere ondernemingen streven er echter zoveel mogelijk naar de op de normale sluitingstijd van de dienst lopende gesprekken niet te onderbreken.

## Artikel 6

### Wettelijke tijd

**21 (1)** De centra en centrales gebruiken de wettelijke tijd van hun land of van hun gebied. Elke administratie deelt deze tijd(en) mede aan het Secretariaat-Generaal, dat de andere administraties ervan op de hoogte stelt.

**22 (2)** Eventueel kunnen ten gerieve van de dienstuitvoering de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen overleg plegen omtrent de in een bepaalde relatie te gebruiken tijd.

## HOOFDSTUK V

### Lijst van aangeslotenen

#### Artikel 7

#### Het samenstellen en uitgeven van de lijsten

**23 § 1.** Elke administratie of erkende particuliere onderneming geeft officiële lijsten uit van haar aangeslotenen en, eventueel, van haar openbare spreekgelegenheden.

**24 § 2.** De administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen deze lijsten samen met inachtneming van de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

## Artikel 8

## Levering van de lijsten

25 § 1. De eventuele levering van lijsten van aangeslotenen door een administratie of erkende particuliere onderneming aan een andere voor eigen gebruik, wordt in onderling overleg geregeld tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen.

26 § 2. De administraties of erkende particuliere ondernemingen nemen de nodige maatregelen om de officiële buitenlandse lijsten te verkopen aan het publiek van haar landen.

27 § 3. Een gebruiker die een lijst van de aangeslotenen van een ander land wenst aan te schaffen, moet zich wenden tot de administratie of erkende particuliere onderneming, waaronder zijn woonplaats ressorteert.

28 § 4. De administratie of erkende particuliere onderneming, welke een bestelling van lijsten van aangeslotenen van een ander land heeft ontvangen, zendt deze door aan de betrokken administratie of erkende particuliere onderneming, welke de lijsten toezendt aan de administratie of erkende particuliere onderneming welke de bestelling heeft gedaan, en daarbij de verschuldigde kosten opgeeft in goudfranken (verkoop-prijs verhoogd met vrachtkosten). Laatstgenoemde administratie of erkende particuliere onderneming levert de lijsten tegen betaling af aan de gebruikers die ze hebben besteld.

## HOOFDSTUK VI

## Categorieën van gesprekken en bijzondere diensten voor de gebruikers

## Artikel 9

## Noodgesprekken

29 Noodgesprekken zijn gesprekken betreffende de beveiliging van mensenlevens ter zee, te land of in de lucht. Hieronder vallen ook bijzonder dringende gesprekken van de Wereld Gezondheidsorganisatie over epidemieën.

## Artikel 10

## Regeringsgesprekken

30 § 1. Regeringsgesprekken zijn die welke als zodanig zijn omschreven in het Verdrag.

31 § 2. De aanvrager van een regeringsgesprek moet, desgevraagd, zijn naam en zijn hoedanigheid opgeven.

## Artikel 11

### Dienstgesprekken

32 § 1. (1). Dienstgesprekken zijn gesprekken betreffende de uitvoering van de internationale telefoondienst (hieronder begrepen de aanleg en het onderhoud van leidingen voor andere verreverbindingen welke door tussenkomst van de internationale telefoondienst zijn tot stand gebracht). Tenzij anders overeengekomen, worden deze gesprekken kosteloos gevoerd tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen.

33 (2)<sup>1)</sup> De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen in onderling overleg het kosteloze gebruik van door deze administraties of erkende particuliere ondernemingen verzorgde telefoondienst, in geval van absolute noodzakelijkheid, toestaan voor de overbrenging van diensttelegrammen en dienstberichten, evenals voor het voeren van gesprekken betreffende de uitvoering van de internationale telegraafdienst. Deze gesprekken worden dan beschouwd als dienstgesprekken.

34 (3)<sup>1)</sup> Bij wijze van wederkerigheid kan in de in voorafgaande alinea bedoelde overeenkomsten worden bepaald dat in dezelfde relaties en onder dezelfde voorwaarde van absolute noodzakelijkheid de telefoondienst gratis gebruik kan maken van de door de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen verzorgde telegraafdienst voor de verzending van telegrammen betreffende de uitvoering van de internationale telefoondienst. Deze telegrammen worden dan beschouwd als diensttelegrammen.

35 § 2. Dienstgesprekken mogen slechts worden gevoerd tussen personen die daartoe door hun administratie of erkende particuliere onderneming zijn gemachtigd.

36 § 3. De voorzitter van de „Conseil d'administration”, de Secretaris-Generaal van de Unie, de directeur van het C.C.I.T.T., de directeur en de vice-directeur van het C.C.I.R., evenals de voorzitter van de I.F.R.B. zijn gemachtigd kosteloze telefoongesprekken aan te vragen met de administraties of erkende particuliere ondernemingen voor het voeren van gesprekken betreffende de officiële aangelegenheden van de Unie.

---

<sup>1)</sup> Gemeenschappelijke bepalingen voor het Telefoon- en het Telegraafreglement.



## Artikel 12

**Particuliere gesprekken**

37 Particuliere gesprekken zijn alle gesprekken, niet vallende onder die, omschreven in vorenstaande artikelen 9, 10 en 11.

## Artikel 13

**Bijzondere diensten voor de gebruikers voor het voeren van gesprekken**

38 § 1. De administraties of erkende particuliere ondernemingen bepalen in onderling overleg welke bijzondere diensten voor het voeren van gesprekken worden toegestaan in hun wederzijdse betrekkingen. Tenzij anders is overeengekomen worden de uitvoeringsbepalingen met betrekking tot deze diensten vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

39 § 2. In deze overeenkomsten kunnen de volgende bijzondere diensten worden opgenomen:

- 40 a) gesprekken met voorbericht,
- 41 b) gesprekken met oproepbericht,
- 42 c) gesprekken voor rekening van de opgeroepene,
- 43 d) gesprekken van persoon tot persoon,
- 44 e) abonnementsgesprekken,
- 45 f) gesprekken op vastgesteld tijdstip,
- 46 g) verzamelgesprekken,
- 47 h) verzoeken om inlichtingen.

48 § 3. Een gesprek met voorbericht is een gesprek dat volgt op een aanvraag welke een voorbericht bevat dat ten doel heeft de betrokken aangeslotene mede te delen dat de aanvrager van de verbinding het gesprek wenst te voeren, hetzij met een met name of op enige andere wijze aangeduide persoon, hetzij met een bepaald toestel.

49 § 4. Een gesprek met oproepbericht is een gesprek dat volgt op een aanvraag welke een oproepbericht bevat dat ten doel heeft een correspondent uit te nodigen tot het voeren van een gesprek.

50 § 5. Een gesprek voor rekening van de opgeroepene is een gesprek, bij het aanvragen waarvan de aanvrager de wens te kennen geeft dat het gesprek wordt betaald door de opgeroepene.

**51 § 6.** Een gesprek van persoon tot persoon is een gesprek, gevoerd tussen een bepaalde persoon en een andere bepaalde persoon. De verlangde persoon moet op duidelijke wijze zijn aangeduid. Het opsporen van laatstgenoemde kan het soms noodzakelijk maken een bode te zenden in gevallen waarin men hem niet per telefoon heeft kunnen bereiken.

**52 § 7.** Abonnementsgesprekken zijn gesprekken welke in principe dagelijks tussen dezelfde aansluitingen op hetzelfde vooraf overeengekomen tijdstip, voor dezelfde duur, worden gevoerd en welke voor een bepaald tijdvak zijn aangevraagd.

**53 § 8.** Een gesprek op een vastgesteld tijdstip is een gesprek waarvan de aanvraag de aanwijzing inhoudt van een bepaald tijdstip waarop het moet worden tot stand gebracht.

**54 § 9.** Een verzamelgesprek is een gesprek, tot stand gebracht tussen drie (of meer) toestellen en wel zodanig dat men op elk van de toestellen kan spreken met alle andere aangesloten toestellen.

**55 § 10.** Een verzoek om inlichtingen is een verzoek gedaan door een persoon met de bedoeling over zijn correspondent de inlichtingen te verkrijgen welke, in principe, nodig zijn voor het indienen van een gespreksaanvraag.

## HOOFDSTUK VII

### Keuze van de wijze van verkeersafwikkeling

#### Artikel 14

##### Keuze van de wijze van verkeersafwikkeling in een bepaalde relatie

**56** De administraties of erkende particuliere ondernemingen plegen overleg omtrent de toepassing van de wijze van verkeersafwikkeling welke het best aan de behoeften van de betrokken internationale relaties beantwoordt:

- verkeersafwikkeling met voorbereiding,
- hand-snelverkeer (niet-rechtstreeks of rechtstreeks),
- half-automatisch snelverkeer,
- automatisch verkeer.

Zij houden hiertoe rekening met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. welke de door de telefonisten in acht te nemen voorschriften nauwkeurig aangeven.

## HOOFDSTUK VIII

### Gespreksaanvragen

#### Artikel 15

##### Inhoud van de aanvraag

**57** § 1. In een gespreksaanvraag wordt de aansluiting van de opgeroepene aangeduid door de naam of het netnummer van het net van bestemming en door zijn telefoonnummer. Aanvragen welke slechts de naam of de aanduiding van de opgeroepene bevatten en de verdere aanduidingen welke nodig zijn om zijn identiteit vast te stellen, zijn evenwel toegelaten.

**58** § 2. Tenzij anders is overeengekomen worden de aanwijzingen welke bovendien nog voor de diverse categorieën van gespreksaanvragen en bijzondere diensten voor de gebruikers moeten worden vermeld, vastgesteld rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 16

##### Geldigheidsduur van aanvragen

**59** § 1. De geldigheidsduur van voor een willekeurige dag ingeschreven gespreksaanvragen waaraan geen gevolg is gegeven, eindigt:

**60** 1°. wanneer alle betrokken centra en centrales doorlopend in dienst zijn:

**61** a) te middernacht, indien het gesprek is aangevraagd vóór 22 uur van dezelfde dag;

**62** b) om 8 uur, indien het gesprek is aangevraagd de vorige dag ná 22 uur.

**63** 2°) wanneer niet alle betrokken centra en centrales doorlopend in dienst zijn: op het ogenblik van sluiting van de dienst, aan het einde van de dag.

**64** § 2. Bij bijzondere overeenkomst tussen de administraties of erkende particuliere ondernemingen kan evenwel worden bepaald, dat elke gespreksaanvraag geldig kan blijven, zolang er niet aan is voldaan of zolang de aanvraag niet is geweigerd door de opgeroepene of geannuleerd door de aanvrager.

**65** § 3. Voor gesprekken met voorbericht en met oproepbericht wordt de geldigheidsduur van de aanvragen vastgesteld door de administraties

of erkende particuliere ondernemingen, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 17

##### Bepaling van het tijdstip van tot standbrenging

66 § 1. Met inachtneming van de bepalingen betreffende de geldigheid van de gespreksaanvragen kan de aanvrager op het ogenblik waarop hij zijn gespreksaanvraag indient, bepalen:

67 a) dat het gesprek eerst na een bepaald, door hem aangegeven tijdstip tot stand wordt gebracht, of

68 b) dat het gesprek niet tot stand wordt gebracht gedurende een door hem aangegeven bepaald tijdvak, of

69 c) dat de gespreksaanvraag wordt geannuleerd op een door hem aangegeven bepaald tijdstip.

70 § 2. De administraties of erkende particuliere ondernemingen hebben de bevoegdheid in bepaalde relaties aan de aanvrager de bijzondere diensten, bedoeld in de nummers 66 tot 69 niet toe te staan wanneer het gesprek tot stand kan worden gebracht op het ogenblik van de aanvraag.

#### Artikel 18

##### Wijziging van aanvragen

71 Een gespreksaanvraag kan door de aanvrager worden gewijzigd zolang hem niet is medegedeeld dat het gesprek op het punt staat tot stand te worden gebracht. De wijzigingen welke de aanvrager gerechtigd is in zijn aanvraag aan te brengen, worden vastgesteld rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

### HOOFDSTUK IX

#### Totstandbrenging van gesprekken

#### Artikel 19

##### Grondbeginselen voor de exploitatie

72 § 1. De administraties of erkende particuliere ondernemingen nemen alle maatregelen voor het zo snel mogelijk beantwoorden van de

oproepsignalen teneinde een goede dienstuitvoering en het doelmatig gebruik van de internationale leidingen te verzekeren.

**73 § 2.** Indien het opgeroepen centrum na een redelijk tijdsverloop, waarin verscheidene vruchteloze oproepen over een bepaalde leiding hebben plaats gehad, niet antwoordt, wordt het op elke geschikte wijze uitgenodigd de dienst op de desbetreffende internationale leiding te hervatten.

Ingeval van langdurige onderbreking van de dienst, moeten alle internationale centra welke in de gelegenheid zijn hun medewerking terzake te verlenen, dit doen.

**74 § 3.** Behoudens bijzondere overeenkomsten tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen voor het gebruik van andere talen:

**75 a)** wordt de Franse taal gebruikt als diensttaal tussen telefonisten van de internationale dienst van landen met verschillende talen;

**76 b)** wordt de taal van het land van bestemming gebruikt in het rechtstreekse hand-snelverkeer en in het half-automatische snelverkeer, voor overleg tussen de telefonisten aanvraagzijde en de opgeroepen abonnees omtrent de totstandbrenging van gesprekken.

**77 § 4.** Wanneer de in rekening te brengen duur van de gesprekken wordt vastgesteld door een telefoniste, noteert deze het tijdstip van begin en einde van het gesprek steeds wanneer dit nodig en mogelijk is:

**78 a)** gaat zij na of de geluidsoverkomst tussn de correspondenten bevredigend is;

**79 b)** noteert zij het tijdvak waarin de geluidsoverkomst niet bevredigend is geweest, als ook de afwijkingen van de gewone gang van zaken en andere gegevens welke van nut zijn voor het opmaken van de internationale rekeningen;

**80 c)** verbreekt zij de verbinding, indien zij voordat de correspondenten beginnen te spreken, opmerkt dat de geluidsoverkomst niet bevredigend zal kunnen zijn, teneinde elke vertraging in het tot stand brengen van andere gesprekken te vermijden.

## Artikel 20

### Voorrang van gesprekken

**81 § 1.** De administraties of erkende particuliere ondernemingen verlenen, zo mogelijk, aan internationale gesprekken voorrang boven binnenlandse gesprekken van gelijke aard.

**82** § 2. Voor het tot stand brengen van gesprekken geldt onderstaande volgorde van voorrang:

**83** (1) noodgesprekken; <sup>1)</sup>

**84** (2) dienstgesprekken welke ten doel hebben het herstel van volledig verbroken internationale telefoonverbindingen;

**85** (3) regeringsgesprekken waarvoor uitdrukkelijk voorrang is gevraagd;

**86** (4) regeringsgesprekken waarvoor geen voorrang is gevraagd, particuliere gesprekken en andere dienstgesprekken dan die bedoeld onder nummer 84.

**87** § 3. De administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen in onderling overleg besluiten voor elk van de drie gespreks-categorieën Regerings, dienst en particulier, voor de totstandbrenging de volgende aanvullende volgorde in acht te nemen:

**88** a) ijlgesprekken,

**89** b) dringende gesprekken,

**90** c) gewone gesprekken.

**91** § 4. In de relaties, waarin ijlgesprekken en dringende gesprekken zijn toegelaten, is de volgorde van voorrang voor het totstandbrengen van gesprekken als volgt:

**92** 1° noodgesprekken; <sup>1)</sup>

**93** 2° ijl dienstgesprekken welke ten doel hebben het herstel van volledig verbroken internationale telefoonverbindingen;

**94** 3° ijl regeringsgesprekken;

**95** 4° ijl particuliere gesprekken;

**96** 5° dringende regeringsgesprekken;

**97** 6° dringende dienstgesprekken;

**98** 7° dringende particuliere gesprekken;

**99** 8° gewone regeringsgesprekken waarvoor uitdrukkelijk voorrang is gevraagd;

---

<sup>1)</sup> Deze gesprekken genieten absolute voorrang boven alle andere.

**100** 9° gewone regeringsgesprekken waarvoor geen voorrang is gevraagd, gewone particuliere gesprekken en gewone dienstgesprekken.

**101** § 5. In elk van de onderdelen, vermeld in de nummers 83 tot 86 en 92 tot 100 worden de gespreksaanvragen onderling gerangschikt in volgorde van de tijd van ontvangst overeenkomstig de in het land van aanvraag geldende voorschriften.

**102** § 6. Zo nodig plegen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen overleg omtrent de aanwijzing van het internationale centrum, waar de gespreksaanvragen onderling worden gerangschikt, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T

## Artikel 21

### Beperking van de gespreksduur

**103** § 1. (1) In het algemeen is de duur van particuliere gesprekken niet beperkt.

**104** (2) De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen evenwel overeenkomen de duur van particuliere gesprekken in bepaalde relaties tot twaalf of zelfs tot zes minuten te beperken.

**105** (3) In elke relatie kunnen de betrokken internationale centra in geval van ophoping of van storing overeenkomen de duur van particuliere gesprekken tijdelijk tot twaalf of zelfs tot zes minuten te beperken.

**106** (4) In elke relatie kan de duur van een particulier gesprek worden beperkt tot twaalf of zelfs tot zes minuten indien dit nodig is om te voldoen aan een aanvraag voor een gesprek met hogere voorrang.

**107** § 2. (1) De duur van nood-, regerings- en dienstgesprekken is niet beperkt.

**108** (2) Evenwel hebben transit-administraties of erkende particuliere ondernemingen, het recht om ingeval van ophoping of van storing de duur van regeringsgesprekken en van dienstgesprekken te beperken tot twaalf minuten, wanneer deze gesprekken door tussenkomst van een van hun centra worden tot stand gebracht.

**109** § 3. In gevallen waarin de gespreksduur wordt beperkt, wordt de aanvrager hiervan in kennis gesteld, zo mogelijk op het ogenblik waarop het gesprek op het punt staat te worden tot stand gebracht; bovendien worden de correspondenten enige seconden vóór het verbreken van het gesprek gewaarschuwd.

## HOOFDSTUK X

## Verhuur van telefoonleidingen

## Artikel 22

## Verhuur van telefoonleidingen

**110 § 1.** Het verhuren van telefoonleidingen bestaat uit het bestemmen van een leiding van het internationale telefoonnet voor het tot stand brengen van een verbinding tussen twee toestellen of twee telefooninrichtingen van abonnees. De verbinding wordt voor eens en altijd tot stand gebracht en wel zodanig, dat de centra of centrales voor wat betreft het schakelen geen bemiddeling meer behoeven te verlenen.

**111 § 2.** De over een huurlijn gevoerde gesprekken moeten uitsluitend betrekking hebben op de werkzaamheden of de particuliere aangelegenheden van de huurders.

**112 § 3.** De aldus verbonden toestellen en inrichtingen mogen in geen geval ter beschikking van het publiek worden gesteld noch op enigerlei wijze direct of indirect worden afgestaan of gebruikt voor het overbrengen van berichten van derden.

**113 § 4.** De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen hebben het recht in het huurcontract de bepalingen van de twee voorafgaande alinea's op te nemen en te controleren of zij in acht worden genomen.

**114 § 5.** De administraties of erkende particuliere ondernemingen hebben het recht de verhuur van een leiding te beëindigen, indien het algemeen belang dit eist.

**115 § 6.** De administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen de verhuur van internationale leidingen toestaan, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

## HOOFDSTUK XI

## Radio- en televisietransmissies

## Artikel 23

## Radio-transmissies

**116 § 1.** Radio-transmissies zijn transmissies van programma's, bestaande uit muziek of gesproken woord.



**117 § 2.** Aanvragen voor het gebruik van internationale leidingen voor radio-transmissies moeten steeds zo spoedig mogelijk worden ingediend en in elk geval met inachtneming van een termijn, ruim genoeg voor de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen om de maatregelen te nemen, nodig voor het regelen van de desbetreffende radio-transmissie, wanneer de middelen, waarover zij beschikken, dit toestaan. De regeling van deze transmissies vindt plaats rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 24

#### Televisie-transmissies

**118 § 1.** Televisie-transmissies zijn transmissies van steeds wisselende beelden.

**119 § 2.** Aanvragen voor het gebruik van internationale leidingen voor televisie-transmissies moeten steeds zo spoedig mogelijk worden ingediend en in elk geval met inachtneming van een termijn ruim genoeg voor de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen om de maatregelen te nemen, nodig voor het regelen van de desbetreffende televisie-transmissie, wanneer de middelen, waarover zij beschikken, dit toestaan. De regeling van deze transmissies vindt plaats rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

### HOOFDSTUK XII

#### Beeldtransmissies

#### Artikel 25

#### Beeldtransmissies

**120 § 1.** Onder een „openbare beeldtelegraafinrichting” en „particuliere beeldtelegraafinrichting” wordt verstaan de vaste of mobiele beeldtelegraafinstallatie welke, resp. door een administratie of erkende particuliere onderneming en door een particuliere organisatie wordt geëxploiteerd.

**121 § 2.** Tenzij anders wordt overeengekomen, zijn de beeldtransmissies tussen twee „particuliere beeldtelegraafinrichtingen” of tussen een „particuliere beeldtelegraafinrichting” (uitgaand) en een „openbare beeldtelegraafinrichting” (inkomend) onderworpen aan dezelfde grondregels als die welke gelden voor telefoongesprekken.

**122** § 3. De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen in onderling overleg de voor deze transmissies geschikte wijzen van totstandbrenging vast, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

## HOOFDSTUK XIII

### Tarieven en prijsberekening — Ontheffingen en terugbetalingen

#### Artikel 26

##### Tariefseenheid — Wijze van prijsberekening

**123** § 1. De tariefseenheid is de prijs voor een gewoon particulier gesprek van drie minuten, gevoerd in de drukke uren.

**124** § 2. Het bedrag van de tariefseenheid wordt, op grondslag van de goudfrank, in onderling overleg tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen, bepaald.

**125** § 3. Wanneer de gesprekkosten worden bepaald door telefonisten, wordt elk gesprek van drie minuten of minder, berekend voor drie minuten. Wanneer een gesprek langer duurt dan drie minuten, geschiedt de berekening voor de tijd boven de eerste drie minuten per ondeelbare perioden van een minuut. Elk gedeelte van een minuut wordt voor een minuut berekend. Het tarief per minuut is het derde deel van dat voor drie minuten.

**126** § 4. Wanneer de gesprekkosten automatisch worden geregistreerd, kunnen de administraties of erkende particuliere ondernemingen in onderling overleg de wijze van prijsberekening vaststellen en het bedrag van de tariefseenheid aanpassen aan de eisen van het gebruikte systeem van registreren, in het bijzonder aan de duur van de ondeelbare tariefsperiode, aan dit systeem verbonden.

**127** § 5. In door de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen in onderling overleg vastgestelde relaties tussen nabij de grens gelegen centra en centrales, worden de gesprekken berekend per ondeelbare perioden van drie minuten, tenzij besloten wordt op deze gesprekken de bepalingen van de nummers 125 of 126 toe te passen.

**128** § 6. De tariefseenheid uitgedrukt in goudfranken, is steeds dezelfde, ongeacht de weg welke wordt gebruikt voor de totstandbrenging van een gesprek in een bepaalde relatie.

**129** § 7. (1) De tariefseenheid, uitgedrukt in goudfranken is in een bepaalde relatie in beide richtingen dezelfde.

**130** (2) Wanneer evenwel de gesprekkosten automatisch worden geregistreerd, mag het bedrag van de tariefseenheid in beide richtingen van een bepaalde relatie verschillen, maar slechts voor zover dit nodig is om de gevolgen t.a.v. het tarief welke eventueel voortvloeien uit het gebruik van verschillende systemen van registreren aan de beide uiteinden van de betrokken relatie, op te heffen.

#### Artikel 27

#### Samenstelling van het tarief van gesprekken

**131** § 1. (1) Het tarief van een gesprek bestaat uit eindaandelen en, in voorkomende gevallen, een of meer transit aandelen.

**132** (2) De administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen hun eind- en transit aandelen vast, rekening houdende met de adviezen van het C.C.I.T.T.

**133** (3) Zij mogen evenwel bij bijzondere overeenkomst en steeds rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. voor een bepaalde relatie het totale tarief vaststellen, en dit verdelen in eindaandelen, uit te keren aan de eindlanden en, in voorkomende gevallen, in transit aandelen, uit te keren aan de transit landen.

**134** Ingeval deze bijzondere overeenkomst niet tot stand komt, worden de aandelen vastgesteld overeenkomstig nummer 132.

**135** § 2 (1) Voor het bepalen van de eindaandelen kan het grondgebied van de administraties of erkende particuliere ondernemingen in tariefzones worden verdeeld.

**136** (2) Elke administratie of erkende particuliere onderneming stelt het aantal en de omvang van de tariefzones vast voor haar relaties met elk van de andere administraties of erkende particuliere ondernemingen.

**137** Het aantal tariefzones wordt zo veel mogelijk beperkt.

**138** (3) Voor eenzelfde tariefzone wordt een uniform eindaandeel vastgesteld.

#### Artikel 28 <sup>1)</sup>

#### Vaststelling van muntequivalenten

**139** § 1. Voor de heffing van de tarieven van het publiek moet elk land in beginsel op het tarief, dat in goudfranken is uitgedrukt, een

<sup>1)</sup> Gelijkluidend artikel in het Telegraafreglement en in het Telefoonreglement

equivalent in zijn nationale munt toepassen, dat zoveel mogelijk de waarde van de goudfrank benadert. Indien echter het equivalent niet wordt toegepast of indien het toegepaste equivalent lager is dan het werkelijke equivalent, blijven de rekeningen samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 26.

**140 § 2. (1)** Elk land geeft zoveel mogelijk aan het Secretariaat-Generaal kennis van het equivalent, dat het heeft gekozen en van de datum met ingang waarvan het de tarieven volgens dit equivalent zal heffen.

**141 (2)** Het Secretariaat-Generaal maakt een lijst van de ontvangen gegevens op en zendt deze aan alle leden en geassocieerde leden toe. Het geeft hun eveneens kennis van de datum, waarop de nieuwe tarieven, welke voortvloeien uit de keuze van een nieuw equivalent, van toepassing worden. Hetzelfde geldt voor latere mededelingen.

## Artikel 29

### Bevoegdheid tot afronding van de tarieven

**142 § 1.** Na herleiding in haar nationale munt overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, kan de administratie of erkende particuliere onderneming van het land van oorsprong de in haar nationale munt uitgedrukte tariefseenheid in een bepaalde relatie naar boven of naar beneden afronden, teneinde deze aan te passen aan haar muntstelsel of aan andere eisen.

**143 § 2.** Deze afronding moet zodanig geschieden dat het verschil tussen de in nationale munt aangenomen tariefseenheid en de prijs voor een gesprek van drie minuten, welke nauwkeurig is berekend met behulp van de in artikel 28 bedoelde equivalenten van de goudfrank, niet meer bedraagt dan het vijftiende deel van laatstgenoemde prijs, tenzij andere is overeengekomen.

**144 § 3.** Deze afronding in nationale munt is alleen van toepassing op het in het land van oorsprong geheven tarief en brengt geen enkele wijziging in de verdeling van de aandelen in goudfranken welke toekomen aan de andere betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen.

## Artikel 30

### Inning van gesprekkosten

**145 § 1.** De gesprekkosten worden, in beginsel, betaald door de aangeslotene uit wiens perceel het gesprek is aangevraagd c.q. door de

persoon, die het gesprek in een openbare spreekgelegenheid heeft aangevraagd.

**146 § 2.** Voor gesprekken voor rekening van de opgeroepene, worden de kosten betaald door de opgeroepene.

### Artikel 31

#### Prijsberekening in de perioden van druk en slap verkeer

**147** De administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen overeenkomen op het in hun wederzijdse relaties afgewikkelde verkeer twee systemen van prijsberekening toe te passen:

    één gedurende de periode van „druk verkeer”,  
    de andere gedurende de periode van „slap verkeer”.

**148** In dat geval stellen zij in onderling overleg de duur van de twee perioden van druk en slap verkeer vast, de grootte van de gedurende de periode van slap verkeer toe te passen tariefsverlaging en in het algemeen de voorwaarden van toepassing van deze bepalingen in het hand-, het half-automatische of het automatische verkeer, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

### Artikel 32

#### Vaststelling van de in rekening te brengen gespreksduur

**149 § 1.** De in rekening te brengen duur van een gesprek is de tijd welke in beschouwing moet worden genomen voor de berekening van de kosten van dit gesprek.

**150 § 2.** De in rekening te brengen duur kan verschillen van de gespreksduur zoals deze is omschreven in de Bijlage, doordat:

**151 a)** indien daartoe aanleiding is, de gespreksduur moet worden verminderd, rekening houdende met voorvallen welke in het hand- of in het half-automatische verkeer geconstateerd of opgemerkt kunnen zijn en die de aanvrager en de opgeroepene hebben verhinderd met elkaar te spreken;

**152 b)** in alle gevallen, nadat de werkelijke gespreksduur is vastgesteld, elk gedeelte van een ondeelbare tariefsperiode wordt berekend als een volle periode.

**153 § 3. (1)** Bij verkeersafwikkeling met voorbereiding kan de telefoniste van het centrum dat belast is met het vaststellen van de kosten indien dit tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen is overeengekomen, overleg plegen omtrent de

in rekening te brengen duur, met de telefonisten van het (de) andere internationale centrum (centra) welke heeft (hebben) deelgenomen aan het tot stand brengen van het gesprek.

**154** (2) Ingeval van verschil van mening tussen de internationale centra over de in rekening te brengen gespreksduur, is de mening van het internationale centrum belast met de vaststelling van de kosten, doorslaggevend.

**155** § 4. De in rekening te brengen duur van een gesprek uitgaande van of bestemd voor een openbare spreekgelegenheid wordt vastgesteld rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

**156** § 5. De in rekening te brengen duur van een gesprek met bijzondere diensten (artikel 13) wordt vastgesteld rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 33

##### Tarieven van ijl- en dringende gesprekken

**157** § 1. Het voor een *ijlgesprek* geldende tarief is het drievoud van dat van een gewoon particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode.

**158** § 2. Het voor een *dringend gesprek* geldende tarief is het tweevoud van dat van een gewoon particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode.

#### Artikel 34

##### Tarieven van nood- en regeringsgesprekken

**159** § 1. (1) Het voor een *noodgesprek* geldende tarief is gelijk aan dat van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in dezelfde tariefsperiode.

**160** (2) Indien wordt geconstateerd dat ten onrechte een noodgesprek is aangevraagd en gevoerd, wordt voor dat gesprek het hoogste tarief berekend dat in de betrokken relatie van toepassing is.

**161** § 2. Het voor een *regeringsgesprek* geldende tarief is gelijk aan dat van een particulier gesprek gevoerd in dezelfde tariefsperiode.

#### Artikel 35

##### Tarieven van gesprekken met bijzondere diensten

**162** § 1. De tarieven, van toepassing op gesprekken met bijzondere diensten (artikel 13) zijn hieronder vermeld:

**163** § 2. (1) Het voor een *gesprek met voorbericht* geldende tarief is gelijk aan dat van een particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode, verhoogd met een toeslag gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in dezelfde tariefsperiode als die, waarin het bij het voorbericht behorende gesprek is begonnen.

**164** (2) Voor een voorbericht dat niet door een gesprek wordt gevolgd, wordt een tarief berekend gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in de tariefsperiode, waarin het voorbericht is overgebracht door het internationale centrum van het land van oorsprong.

**165** § 3. (1) Het voor een *gesprek met oproepbericht* geldende tarief is gelijk aan dat van een particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode, verhoogd:

**166** a) met een toeslag gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in dezelfde tariefsperiode als die, waarin het bij het oproepbericht behorende gesprek is begonnen,

**167** b) eventueel met een toeslag overeenkomende met de kosten van bezorging van het oproepbericht. Deze toeslag wordt vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. Zij wordt geheven van de aanvrager en komt geheel ten goede aan de administratie of erkende particuliere onderneming van bestemming.

**168** (2) Voor een oproepbericht dat niet wordt gevolgd door een gesprek, is verschuldigd:

**169** a) een tarief gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in de tariefsperiode waarin het oproepbericht is overgebracht door het internationale centrum van het land van oorsprong,

**170** b) eventueel de toeslag voor de bezorging van het oproepbericht, als bedoeld in nummer 167.

**171** § 4. Tenzij anders is overeengekomen:

**172** (1) is het tarief voor een gesprek voor rekening van de opgeroepene gelijk aan dat van een particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode, in beginsel verhoogd met een toeslag gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in dezelfde tariefsperiode als die waarin het gesprek is begonnen. Dit tarief en deze toeslag worden met voorafgaande toestemming van de opgeroepene door deze betaald.

Het in aanmerking te nemen tarief en de tariefsperiode zijn die van het land waarin zich de gebruiker die de kosten betaalt, bevindt.

**173** (2) In alle gevallen waarin een aanvraag om een gesprek voor rekening van de opgeroepene, zonder oproepbericht of voorbericht, buiten de schuld van de telefoondienst niet tot stand komt en in het bijzonder wanneer de opgeroepene weigert het gesprek te betalen, heft het land van oorsprong van de aanvrager een tarief gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, gevoerd in de tariefsperiode van het land van oorsprong, waarin de gespreksaanvraag is overgebracht.

**174** § 5. De tarieven van:

**175** a) gesprekken van persoon tot persoon,

**176** b) abonnementsgesprekken,

worden bepaald in onderling overleg door de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

**177** § 6. (1) Tenzij anders is overeengekomen, is het voor een gesprek op een vastgesteld tijdstip geldende tarief gelijk aan het tweevoud van dat van een gewoon particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode, verhoogd met een toeslag gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek in diezelfde periode.

**178** (2) Evenwel kan worden overeengekomen op gesprekken op een vastgesteld tijdstip, gevoerd in een periode van slap verkeer, toe te passen het tarief van een gewoon particulier gesprek van dezelfde duur, gevoerd in dezelfde tariefsperiode, verhoogd met een toeslag gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek in diezelfde periode.

**179** § 7. Het voor een verzamelgesprek geldende tarief wordt in onderling overleg tussen de administraties of erkende particuliere ondernemingen vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

**180** § 8. (1) Voor een verzoek om inlichtingen worden alleen dan kosten berekend, wanneer het niet vergezeld gaat van een gespreksaanvraag en het verzoek het gebruik van een internationale telefoonleiding noodzakelijk maakt. In dat geval is het voor het verzoek om inlichtingen geldende tarief gelijk aan de prijs voor één minuut van een gewoon particulier gesprek, dat zou zijn gevoerd tussen de persoon, die de inlichting vraagt en de persoon, omtrent wie de inlichting wordt gevraagd, in de tariefsperiode, waarin het verzoek om inlichtingen is overgebracht door het internationale centrum van oorsprong.

**181** (2) Indien de aanvrager zich in verbinding wenst te stellen met de inlichtingendienst van een ander land, moet deze aanvraag worden beschouwd als een gespreksaanvraag.



**182 § 9.** Wanneer een gespreksaanvraag vergezeld gaat van twee of meer bijzondere diensten, voor elk waarvan een toeslag is verschuldigd (bijvoorbeeld een gesprek op een vastgesteld tijdstip of een gesprek voor rekening van de opgeroepene, vergezeld van een voorbericht of een oproepbericht), wordt maar één toeslag geheven.

#### Artikel 36

##### Kosten voor wijziging van gespreksaanvragen

**183 § 1.** Voor wijzigingen in gespreksaanvragen worden geen kosten berekend; de administratie of erkende particuliere onderneming van oorsprong mag echter als vergoeding voor het aan het aanbrengen van de wijziging verbonden extra werk, een bijzonder recht heffen, dat niet in de internationale rekeningen wordt opgenomen.

**184 § 2.** Wanneer een gespreksaanvraag met bijzondere dienst gewijzigd is in een gespreksaanvraag zonder bijzondere dienst, moet de aanvrager de toeslag van één gespreksminuut betalen, indien het internationale centrum van oorsprong de dienstaanwijzingen welke nodig zijn voor de totstandbrenging van het eerste gesprek reeds over de internationale leiding heeft overgebracht.

**185 § 3.** In alle gevallen waarin een gespreksaanvraag met of zonder bijzondere dienst wordt gewijzigd in een aanvraag van een gesprek met oproepbericht of omgekeerd, of waarin de aanduiding van de geadresseerde van een aanvraag van een gesprek met oproepbericht wordt gewijzigd, ontvangt de administratie of erkende particuliere onderneming van bestemming de kosten wegens bodebezorging, indien de bodeloop reeds vóór de gevraagde wijziging heeft plaats gehad of het als gevolg van die wijziging noodzakelijk is een bode te zenden.

#### Artikel 37

##### Prijsberekening in bijzondere gevallen Ontheffingen en terugbetalingen

**186 § 1.** Wanneer door de schuld van de telefoondienst een gespreksaanvraag niet is gevolgd door de totstandbrenging van de verbinding tussen de aansluitingen van aanvrager en opgeroepene, worden geen kosten geheven. Indien het bedrag betaald is, wordt het terugbetaald.

**187 § 2.** Indien onmiddellijk na het totstandkomen van een gesprek wordt vastgesteld, dat de geluidsovereenkomst niet voldoende is, worden geen kosten geheven.

**188** § 3. (1) Wanneer de belanghebbenden tijdens een gesprek moeilijkheden ondervinden door de schuld van de telefoondienst, wordt de in rekening te brengen duur van het gesprek teruggebracht tot de totale tijd gedurende welke de geluidsoverkomst bevredigend is geweest.

**189** (2) De aanvrager van een gesprek kan vermindering van de in rekening te brengen duur als bedoeld in de vorige alinea, slechts vorderen, indien de ondervonden moeilijkheden behoorlijk geconstateerd of erkend zijn door de bevoegde diensten van de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen.

**190** § 4. (1) Elke klacht, welke na afloop van het gesprek wordt ingediend, wordt door het internationale centrum van oorsprong onderzocht. Eventueel verstrekt (verstrekken) het (de) betrokken internationale centrum (centra) rechtstreeks aan het internationale centrum van oorsprong de inlichtingen, welke voor het onderzoek nodig kunnen zijn.

**191** (2) Wanneer een vermindering van kosten moet worden verleend, heeft het internationale centrum, dat belast is met de berekening van de kosten, het recht de inschrijvingen in de documenten welke dienen voor het opmaken van de internationale rekeningen, te wijzigen, eventueel na overleg met de andere betrokken internationale centra.

**192** (3) Indien het gesprek reeds in de internationale rekeningen is opgenomen, zullen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen, tenzij anders is overeengekomen, afzien van hun aandelen in de te verlenen terugbetaling. De nodige verbeteringen zullen in de volgende rekeningen worden aangebracht.

**193** § 5. (1) De aanvrager van een gesprek kan zijn aanvraag, zonder dat kosten verschuldigd zijn, intrekken:

**194** a) indien hem nog niet is medegedeeld, dat het gesprek op het punt staat te worden tot stand gebracht;

**195** b) indien, ook al is hem medegedeeld, dat het gesprek op het punt staat te worden tot stand gebracht, hij ervan in kennis wordt gesteld, dat de gevraagde abonnee niet vrij is of niet antwoordt.

**196** (2) Ingeval van intrekking van een gespreksaanvraag, waarvoor een toeslag is verschuldigd, wordt deze toeslag echter geheven, indien op het ogenblik waarop het internationale centrum van oorsprong omtrent de intrekking wordt ingelicht, de op deze gespreksaanvraag betrekking hebbende aanwijzingen reeds door het internationale centrum van oorsprong zijn overgebracht.

**197** § 6. Voor niet tot stand gekomen gesprekken van persoon tot persoon, kunnen, indien dit wordt overeengekomen, voorbereidingskosten worden berekend, waarvan het bedrag en de voorwaarden van toepassing, worden vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

**198 § 7. (1)** Voor elk ander gesprek dan een abonnementsgesprek wordt ingeval van weigering door de aanvrager of door de opgeroepene, geheven de prijs voor één minuut van een gewoon gesprek, gevoerd tussen de beide betrokken toestellen in de tariefsperiode waarin de weigering heeft plaats gehad.

**199 (2)** Ingeval echter een gesprek waarvoor een toeslag verschuldigd is, niet heeft kunnen plaats vinden tengevolge van weigering door de aanvrager of door de opgeroepene of door de geadresseerde of zijn vertegenwoordiger, wordt alleen deze toeslag geheven.

**200 (3)** De bepalingen van de nummers 198 en 199 zijn niet van toepassing in relaties waarin gesprekken van persoon tot persoon zijn toegelaten.

**201 § 8.** Wanneer de kosten door een telefoniste worden vastgesteld, wordt een gesprek, aangevraagd met een verkeerd nummer en tot stand gebracht met de aansluiting van dit nummer, berekend voor een duur van drie minuten. Indien evenwel de foutieve aanvraag onmiddellijk wordt vervangen door een andere gespreksaanvraag voor hetzelfde land, wordt voor de foutieve aanvraag slechts de prijs geheven voor één minuut van een gesprek, gevoerd in de tariefsperiode, waarin de foutieve aanvraag is overgebracht.

**202 § 9.** Wanneer de kosten automatisch worden geregistreerd, plegen de administraties of erkende particuliere ondernemingen overleg over de op de gesprekken bedoeld in nummer 201 toe te passen wijze van prijsberekening, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 38

##### Tarieven van verhuurde leidingen

**203** De voorwaarden voor de berekening van de kosten van verhuurde leidingen worden in onderling overleg door de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

#### Artikel 39

##### Tarieven van radio- en televisie-transmissies

**204** De voorwaarden voor de berekening van de kosten van radio- en televisie-transmissies worden in onderling overleg door de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen vastgesteld, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

## HOOFDSTUK XIV

## Afrekening

## Artikel 40

## Opmaken van de rekeningen

**205** § 1. De goudfrank zoals deze in artikel 40 van het Verdrag is omschreven, dient als munteenheid bij het opmaken van de internationale telefoonrekeningen.

**206** § 2. (1) Van de kosten wegens telefoongesprekken worden maandrekeningen opgemaakt door de administratie of erkende particuliere onderneming van het land van oorsprong, en zo nodig, door de transit-administratie of -erkende particuliere onderneming. Deze rekeningen worden opgemaakt, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.

Afzonderlijke rekeningen worden opgemaakt voor:

**207** a) het eigenlijke telefoonverkeer,

**208** b) bijzondere transmissies: radio-, televisie- en beeld-

**209** (2) De betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen kunnen onderling overeenkomen, dat de kosten wegens telefoongesprekken tussen nabij de grens gelegen netten (artikel 26) niet in de internationale rekeningen worden opgenomen.

**210** (3) Deze bepaling kan worden uitgebreid tot bepaalde tariefzones.

**211** (4) Het verkeer afgewikkeld over noodwegen welke bijzondere vergoeding meebrengen, wordt afzonderlijk vermeld.

**212** § 3. (1) In de maandrekeningen worden alle tarieven en toeslagen voor internationale telefoongesprekken opgenomen, met uitzondering van die, waarvoor dit Reglement anders bepaalt.

**213** (2) De toeslagen, welke in de internationale rekeningen worden opgenomen, worden tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen verdeeld in dezelfde verhouding als de gesprekkosten, met uitzondering van die toeslagen waarvoor dit Reglement anders bepaalt.

**214** (3) De gesprekken voor rekening van de opgeroepene worden beschouwd als te zijn aangevraagd in het land van bestemming.

**215** § 4. In relaties, waarin gespreksafwikkeling met voorbereiding plaats vindt:

**216** (1) kunnen de administraties of erkende particuliere ondernemingen bij wijze van uitzondering, besluiten over te gaan tot dagelijkse vergelijking van de minuten van gevoerde gesprekken. In dat geval plegen de internationale centra dagelijks per telefoon met elkaar overleg omtrent het aantal minuten dat in de internationale rekeningen moet worden opgenomen.

**217** (2) moet de dagelijkse vergelijking worden uitgevoerd na onderzoek van de dienstbescheiden en wel zodanig dat voor elke groep leidingen tussen twee internationale centra en voor elke tariefsperiode het aantal in rekening te brengen minuten per soort gesprek, wordt vergeleken, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. Voor iedere tariefsperiode worden de minuten samengevoegd per land en per tariefzone.

**218** (3) De dagelijkse vergelijking moet uiterlijk de tweede dag na de betrokken dag zijn afgelopen en worden uitgevoerd gedurende de minst drukke uren teneinde de afwikkeling van het verkeer niet te hinderen.

**219** § 5. Een speciale rekening betreffende de levering tegen betaling van lijsten van aangeslotenen wordt als volgt opgemaakt: tenminste eenmaal per jaar, bij voorkeur aan het einde van het jaar, maakt elke administratie of erkende particuliere onderneming, welke lijsten aan een andere administratie of erkende particuliere onderneming heeft geleverd, een speciale rekening op (onafhankelijk van de afrekening voor de telefoongesprekken) van de bedragen, welke haar wegens deze levering toekomen; deze bedragen moeten niet worden begrepen in de rekeningen van de telefoonkosten.

## Artikel 41

### Uitwisseling en goedkeuring van de rekeningen

**220** § 1. Tenzij tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen anders is overeengekomen, worden de maandelijkse rekeningen als volgt gemaakt:

**221** (1) De administratie of erkende particuliere onderneming van oorsprong maakt een maandrekening op en zendt deze aan de administratie of erkende particuliere onderneming van bestemming en in voorkomend geval een exemplaar aan elk van de betrokken transit-administraties of -erkende particuliere ondernemingen.

**222** (2) In de intercontinentale relaties evenwel,

**223** a) zendt, wat betreft de transitrelaties op het continent van oorsprong, de administratie of erkende particuliere onderneming de maandrekeningen aan de administratie of erkende particuliere onder-

neming, welke de intercontinentale verbinding in uitgaande richting beheert; een exemplaar van de rekening wordt tezelfder tijd aan de betrokken transit-administraties of -erkende particuliere ondernemingen gezonden. Deze rekening vermeldt het aandeel dat aan elk van de transit-administraties of -erkende particuliere ondernemingen toekomt en bovendien in één bedrag, de aandelen die toekomen aan de administratie of erkende particuliere onderneming welke de intercontinentale verbinding in uitgaande richting beheert, en aan de voorbij haar grondgebied gelegen administraties of erkende particuliere ondernemingen.

**224** b) maakt op en verzendt de administratie of erkende particuliere onderneming welke de interncontinentale verbinding in uitgaande richting beheert, een maandrekening, zowel voor het van haar eigen land uitgaande verkeer als voor het over haar grondgebied transiterende verkeer, waarop in één bedrag wordt vermeld het aandeel dat toekomt aan de administratie of erkende particuliere onderneming welke de intercontinentale verbinding in inkomende richting beheert en in voorkomend geval de aandelen die toekomen aan de voorbij haar grondgebied gelegen administraties of erkende particuliere ondernemingen.

**225** c) maakt de administratie of erkende particuliere onderneming welke de intercontinentale verbinding in inkomende richting beheert, in voorkomend geval een nieuwe rekening op ten behoeve van elke voorbij haar grondgebied gelegen, betrokken administratie of erkende particuliere onderneming; deze rekening vermeldt het aandeel dat toekomt aan elk van de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen.

**226** (3) De voorschriften voor het opmaken en het verzenden van de rekeningen voor de bijzondere transmissies zijn dezelfde als voor het eigenlijke telefoonverkeer; in deze gevallen maakt de administratie of erkende particuliere onderneming welke de gelden heeft geïnd, de oorspronkelijke rekening op.

**227** § 2. Elke maandrekening moet worden ingezonden voor het einde van de derde maand volgende op die waarop deze rekening betrekking heeft.

**228** § 3. Behoudens de bepalingen van nummer 229 worden de rekeningen beschouwd als te zijn goedgekeurd, zonder dat het nodig is de goedkeuring ervan uitdrukkelijk te berichten aan het land dat ze heeft aangeboden.

**229** § 4. De administraties of erkende particuliere ondernemingen behouden het recht de juistheid van een rekening te betwisten, indien een onderzoek van het inkomende verkeer de volgende verschillen laat zien tussen de rekening opgemaakt door hun diensten en die, opgemaakt door het land van oorsprong:

Bedrag van de rekening opgemaakt door de administratie of erkende particuliere onderneming van oorsprong

Verskil groter dan:

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| a) lager dan 2500 goudfranken       | a) 25 goudfranken   |
| b) van 2500 tot 100 000 goudfranken | b) 1 % van het bedrag van de hiernaast bedoelde rekening  |
| c) hoger dan 100 000 goudfranken    | c) 1 % van de eerste 100 000 goudfranken en 0,5 % van het overschietende bedrag van de hiernaast bedoelde rekening. |

**230 § 5.** (1) Wanneer het geval bedoeld in nummer 229 zich voordoet, kan de administratie of erkende particuliere onderneming aan de betrokken administratie of erkende particuliere onderneming welke de rekening heeft gezonden, haar opmerkingen voorleggen, vergezeld van bewijsmateriaal, nodig om een herziening van de rekening mogelijk te maken. Deze opmerkingen moeten zo spoedig mogelijk worden voorgelegd, doch niet later dan twee maanden na ontvangst van de rekening, waarover verschil van mening bestaat.

**231** (2) Wanneer het verschil is teruggebracht tot een bedrag dat de vorengenoemde grenzen niet overschrijdt, wordt de herziening gestaakt. De onderling overeengekomen veranderingen worden in een volgende rekening opgenomen.

**232 § 6.** Tenzij tussen de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen anders is overeengekomen wordt door de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, zo spoedig mogelijk een driemaandelijke rekening opgemaakt welke het saldo aangeeft voor de gezamenlijke drie maanden van het kwartaal; deze rekening wordt in tweevoud gezonden aan de administratie of erkende particuliere onderneming welke betalen moet en welke, na onderzoek, een van de twee exemplaren voorzien van haar goedkeuring, terugzendt.

## Artikel 42

### Bewaring van bescheiden

**233** De bescheiden welke gediend hebben voor het opmaken van de rekeningen worden bewaard tot deze rekeningen zijn voldaan en in elk geval gedurende tenminste 6 maanden.

Artikel 43 <sup>1)</sup>**Betaling van de rekeningen**

**234** § 1. De driemaandelijke afrekening moet binnen een termijn van zes weken, te rekenen van de dag waarop de administratie of erkende particuliere onderneming, welke betalen moet, haar heeft ontvangen, nagezien en betaald worden. Na het verstrijken van die termijn heeft de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, het recht rente te berekenen naar reden van 6 % per jaar, vanaf de dag volgende op die waarop bovengenoemde termijn verstrijkt.

**235** § 2. (1) Het saldo van de driemaandelijke afrekening in goudfranken wordt betaald door de administratie of erkende particuliere onderneming welke betalen moet, aan de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, tot een bedrag dat daarmede in waarde overeenkomt, overeenkomstig de bepalingen van dit Reglement en die van de bijzondere monetaire overeenkomsten, welke eventueel bestaan tussen de landen waartoe de betrokken administraties of erkende particuliere ondernemingen behoren.

**236** (2) Deze betaling moet geschieden zonder kosten voor de administratie of erkende particuliere onderneming die te vorderen heeft <sup>2)</sup> op een van de hierna genoemde wijzen:

**237** a) ter keuze van de administratie of erkende particuliere onderneming welke moet betalen, in goud, per cheque of per wissel, betaalbaar op vertoon en getrokken op de hoofdstad of op een handelsstad van het land, dat te vorderen heeft dan wel door overschrijving op een bankinstelling in die hoofdstad of in een handelsstad van het land, dat te vorderen heeft; de cheques, wissels of overschrijvingen moeten worden opgemaakt in een der munten, omschreven onder A van het Aanhangsel van dit Reglement;

**238** b) volgens getroffen overeenkomst tussen de twee administraties en/of erkende particuliere ondernemingen, door tussenkomst van een bankinstelling, welke de clearing van de Bank voor Internationale Betalingen te Bazel benut;

**239** c) op elke andere tussen de betrokkenen overeengekomen wijze.

---

<sup>1)</sup> Gelijkkluidende bepalingen in het Telegraafreglement en in het Telefoonreglement.

<sup>2)</sup> De rechten, clearingkosten en provisies welke eventueel worden geheven door het land van de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, worden niet beschouwd als kosten welke door de schuldenaar moeten worden gedragen.



**240** (3) De voor de betaling gebruikte munten en de regelen voor de herleiding, in de betalingsmunt, van de in goudfranken luidende saldi zijn opgenomen in het Aanhangsel van dit Reglement.

**241** (4) Voor eventuele verliezen of winsten, welke een gevolg zijn van de betalingsregeling van de saldi, gelden de volgende regelen:

**242** a) ingeval van verlies of winst, voortvloeiende uit een onvoorziene daling of stijging van de koers, welke optreedt tot en met de dag van ontvangst van de cheque of van de wissel en welke van invloed is op de goudpariteit van een der munten, omschreven in de nummers 276 tot 279 van het Aanhangsel van dit Reglement, wordt dit verlies of deze winst gelijkelijk tussen beide betrokken administraties en/of erkende particuliere ondernemingen verdeeld;

**243** b) wanneer een belangrijke afwijking ontstaat in de goudpariteit of in de koers, welke voor de herleiding heeft gediend, worden de bepalingen bedoeld in nummer 242, toegepast, behoudens wanneer het een stijging of een daling betreft, welke het gevolg is van een herwaardering of een waardevermindering van de munt van het land, dat te vorderen heeft;

**244** c) in geval van vertraging in de verzending van de cheque of van de afgegeven wissel of in de overbrenging aan de bank van de opdracht tot storting, is de administratie of erkende particuliere onderneming, welke betalen moet, aansprakelijk voor het verlies, dat door deze vertraging ontstaat; als vertraging wordt beschouwd, elke ongerechtvaardigde vertraging<sup>1)</sup>, welke kan ontstaan tussen de afgifte door de bank en de verzending van de cheque of van de wissel; indien door de vertraging winst ontstaat, moet hiervan de helft aan de administratie of erkende particuliere onderneming, welke betalen moet, worden afgestaan;

**245** d) in alle gevallen bedoeld in de nummers 242 tot 244 worden de verschillen, welke 5 ten honderd niet te boven gaan, verwaarloosd;

**246** e) De bepalingen van de nummers 236 tot 240 zijn van toepassing op de verrekening van de verschillen; de vertragingstermijn voor de verrekening begint bij de dag van ontvangst van de cheque of van de wissel.

**247** (5) Wanneer het bedrag van het saldo vijfduizend (5000) goudfranken te boven gaat, moeten, indien de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, dit verzoekt, de datum van verzending, de datum van aankoop en het bedrag van een cheque of wissel, dan wel de datum van opdracht van de girering en het bedrag

---

<sup>1)</sup> Vertraging van meer dan 4 werkdagen, gerekend van de dag van afgifte van de cheque of van de wissel (deze dag niet inbegrepen), tot aan de dag van verzending van die cheque of van die wissel.

daarvan, door de administratie of erkende particuliere onderneming, welke betalen moet, door middel van een diensttelegram worden medegedeeld.

## HOOFDSTUK XV

### Secretariaat-Generaal van de Unie

#### Internationaal raadgevend telegraaf- en telefooncomité (C.C.I.T.T.)

##### Artikel 44

#### Uitgaven van het Secretariaat-Generaal

**248** Ingevolge artikel 8, § 2, lid *k*), 2e van het Verdrag, geeft het Secretariaat-Generaal de volgende documenten uit, rekening houdende met de aanbevelingen van het C.C.I.T.T.:

Algemene telefoonstatistiek

Lijst van de internationale telefoonwegen

Officiële kaarten betreffende het internationale telefoonnet

Lijst van definities van de voornaamste termen welke worden gebruikt op het gebied van de verreberichtgeving

Codes en afkortingen te gebruiken door de internationale diensten van de verreberichtgeving.

##### Artikel 45

#### Internationaal raadgevend telegraaf- en telefooncomité (C.C.I.T.T.)

**249** § 1.<sup>1)</sup> (1) Het Internationaal raadgevend telegraaf- en telefooncomité (C.C.I.T.T.) is belast met het bestuderen van en het uitbrengen van adviezen over technische-, exploitatieve- en tarifieringsvraagstukken betreffende de telegrafie, de beeldtelegrafie en de telefonie.

**250** (2) De samenstelling en de werkwijzen van het Internationaal raadgevend telegraaf- en telefooncomité (C.C.I.T.T.) zijn vastgelegd in artikel 7 van het Verdrag en in het daarbij behorende Algemeen reglement, 2e deel.

**251** § 2. De administraties of erkende particuliere ondernemingen stellen in onderling overleg elke bepaling betreffende de internationale telefoondienst vast, welke in dit Reglement niet voorkomt; zij houden hierbij rekening met de door het C.C.I.T.T. uitgebrachte aanbevelingen.

<sup>1)</sup> Gelijkkluidende bepalingen in het Telegraafreglement en in het Telefoonreglement.

## HOOFDSTUK XVI

## Slotbepalingen

## Artikel 46

## Inwerkingtreding van het Reglement

**252** Dit reglement, dat bij het Verdrag behoort, treedt in werking op 1 januari negentienhonderd zestig.

**253** Door dit Reglement te ondertekenen verklaren de onderscheidene gevolmachtigden dat, indien een administratie voorbehoud maakt ten aanzien van de toepassing van een of meer van de bepalingen van dit Reglement, geen enkele andere administratie verplicht is de bedoelde bepaling(en) in acht te nemen in haar betrekkingen met de administratie, welke het voorbehoud heeft gemaakt.

**254** Ter bevestiging hiervan hebben de onderscheidene gevolmachtigden dit Reglement in één enkel exemplaar ondertekend, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Internationale Unie voor de Verreberichtgeving, welke een gewaarmerkt afschrift ervan zal zenden aan elk van de landen, welke getekend hebben.

Gedaan te Genève, 29 november 1958.

(Volgen de ondertekeningen)

## BIJLAGE

## Definities

**255** De volgende definities geven een aanvulling op die, genoemd in het Verdrag (Buenos Aires, 1952):

**256** *Telefooncentrale*: Elk kantoor, schakelcentrum of inrichting dat (welke) deel uitmaakt van de organisatie van een nationaal telefoonnet.

**257** *Internationaal centrum*: Een centrale aan een van de uiteinden van een internationale telefoonleiding.

**258** *Internationaal transitcentrum*: Een internationaal centrum, dat gekozen is om verbindingen tussen twee landen, het eigen land niet inbegrepen, tot stand te brengen.

**259** *Telefoonleiding* (internationaal en interlokaal):

a) Alle middelen welke nodig zijn om een rechtstreekse verbinding tot stand te brengen tussen twee centra of centrales (hand- of automatische-).

b) Deze leiding wordt „internationale leiding” genoemd, wanneer zij twee internationale centra in twee verschillende landen rechtstreeks verbindt.

c) De uitdrukking „interlokale leiding” is gereserveerd om uitsluitend nationale leidingen aan te duiden.

**260** *Telefoonverbinding*:

De verbinding tussen twee telefoonaansluitingen.

**261** *Rechtstreekse verbinding*: Een telefoonverbinding tot stand gebracht door middel van één internationale leiding.

**262.** *Transiteursverbinding*: Een telefoonverbinding, tot stand gebracht door middel van meer dan één internationale leiding.

**263** *Geweigerde verbinding*: Verbinding niet gevolgd door een gesprek, wanneer op het ogenblik, waarop het wordt aangeboden, een of andere persoon op het toestel van de aanvrager of op dat van de opgeroepene onmiddellijk verklaart, dat men het gesprek niet kan of wil voeren.

**264** *Telefoongesprek*: het werkelijke gebruik van een verbinding, tot stand gebracht tussen de telefoontoestellen van aanvrager en opgeroepene.

**265** *Gespreksaanvraag*: Het eerste door de aanvrager gedane verzoek tot het verkrijgen van een internationaal telefoongesprek.

In het internationale automatische verkeer wordt het kiezen met de kiesschijf (of het toetsenbord) door een gebruiker tot het verkrijgen van de verbinding met zijn correspondent gelijkgesteld met een gespreksaanvraag.

**266** *Gespreksduur*: Tijd welke verloopt tussen het ogenblik waarop de verbinding tussen de toestellen van aanvrager en opgeroepene werkelijk tot stand wordt gebracht en het ogenblik waarop het toestel van de aanvrager het sluitsignaal geeft of het ogenblik waarop, hoewel de aanvrager de microtelefoon niet op de haak heeft gelegd, de verbinding: in het hand- of half-automatische verkeer door een telefoniste wordt verbroken; in het vol-automatische verkeer wordt verbroken, eventueel na een zekere tijd, als gevolg van het door de opgeroepene gegeven sluitsignaal.

**267.** *In rekening te brengen gespreksduur*: De tijd, welke in beschouwing moet worden genomen voor de berekening van de kosten van dat gesprek.

**268** *Bezettingstijd van een internationale leiding*: De tijd gedurende welke de internationale leiding wordt gebruikt. Deze tijdsduur omvat in het bijzonder de duur van het gesprek, de duur van verrichte handelingen en de duur, nodig voor de wisseling van dienstmededelingen. Opmerking: Onder het woord „handelingen” wordt verstaan zowel de tussenkomst van de telefonisten als de werking van de schakelapparatuur.

**269** *Verkeersafwikkeling met voorbereiding*: Hierbij wordt nadat de gespreksaanvraag door een telefoniste van het internationale centrum van oorsprong is genoteerd, het gesprek door een andere telefoniste van dit centrum tot stand gebracht. Deze tweede telefoniste neemt alle maatregelen, welke nodig zijn om de toestellen van aanvrager en opgeroepene zonder tijdverlies op de internationale leiding(en) met elkaar in verbinding te brengen.

**270** *Snelverkeer*: In dit verkeer wordt onmiddellijk na het noteren van de gespreksaanvraag op het internationale centrum van oorsprong door de telefoniste van dit centrum getracht het gesprek tot stand te brengen.

Onderscheid wordt gemaakt tussen:

A. Het hand-snelverkeer.

Er zijn twee wijzen van verkeersafwikkeling:

a) het niet-rechtstreekse hand-snelverkeer.

Bij deze wijze van verkeersafwikkeling fungeert de telefoniste van het internationale centrum van bestemming als tolk tussen de telefoniste van het internationale centrum van oorsprong en de gevraagde abonnee.

b) het rechtstreekse hand-snelverkeer.

Bij deze wijze van verkeersafwikkeling wendt de telefoniste van het internationale centrum van oorsprong zich rechtstreeks tot de opgeroepene.

B. Het half-automatisch snelverkeer.

Bij dit verkeer wordt in het algemeen de verbinding tussen de telefoniste

van het internationale centrum zijde aanvrager en de gevraagde abonnee automatisch tot stand gebracht.

**271 Automatisch verkeer:** In dit verkeer kiest de abonnee aanvrager zelf (d.m.v. kiesschijf of toetsenbord) het nummer nodig om rechtstreekse verbinding met de gevraagde abonnee te verkrijgen.

**272 Verkeerswegen:** Te gebruiken leidingen voor de afwikkeling van het internationale telefoonverkeer in een bepaalde relatie. Onderscheid wordt gemaakt tussen:

- a) Normale wegen
- b) Overloopwegen
- c) Noodwegen

en in het intercontinentale telefoonverkeer:

- d) Primaire wegen
- e) Secundaire wegen

a) *Normale weg:* Alle leidingen welke zonder onderscheid als eerstekeus leidingen worden gebruikt tussen twee bepaalde internationale centra.

b) *Overloopweg:* De leiding(en), te gebruiken tussen twee bepaalde internationale centra, wanneer de normale weg overbelast is.

c) *Noodweg:* De leiding(en), te gebruiken tussen twee bepaalde internationale centra, ingeval de normale en de overloopwegen geheel of voor een belangrijk deel gestoord zijn.

d) *Primaire weg:* De leiding(en), normaliter te gebruiken in het intercontinentale telefoonverkeer.

e) *Secundaire weg:* De leiding(en), te gebruiken in het intercontinentale telefoonverkeer, wanneer de primaire weg overbelast is of wanneer de geluidsoverkomst over de primaire weg niet voldoende is, dan wel buiten de normale openstellingsuren van de dienst op de primaire weg.

AANHANGSEL <sup>1)</sup>**Betaling van de saldi der rekeningen**

**273** De voor de betaling gebezigde munt en de regels voor de herleiding van de in goudfranken luidende saldi in de munt van betaling, waarnaar wordt verwezen in nummer 240 van het Telefoonreglement, zijn de volgende:

**A. Munt van betaling**

**274** Voor de betaling van de tegenwaarden der in goudfranken luidende saldi van de internationale telefoonrekeningen wordt de volgende munt gebezigd:

**275 a)** Indien het land waartoe de administratie of erkende particuliere onderneming, welke te vorderen heeft, behoort, een bijzondere monetaire overeenkomst heeft gesloten met het land, waartoe de administratie of erkende particuliere onderneming, welke betalen moet, behoort: de in deze overeenkomst aangegeven munt;

**276 b)** Indien deze landen geen bijzondere monetaire overeenkomst sloten, kan de crediteur betaling vragen:

**277 (1)** in de munt van een land waar de circulatiebank of een andere officiële instelling vrij goud of gouddeviezen koopt en verkoopt tegen nationale munt tegen vaste bij de wet of krachtens een overeenkomst met de regering bepaalde koersen (munt, welke hierna „gouden munt” wordt genoemd);

**278 (2)** of in de munt van een land waar de koers van een andere munt ten opzichte van deze munt vrij wordt genoteerd (munt, welke hierna „vrije munt” wordt genoemd) en waarvan de goudpariteit door het Internationale Monetaire Fonds is vastgesteld;

**279 (3)** of in de munt van een land waar de koers van een andere munt ten opzichte van deze munt vrij wordt genoteerd (vrije munt) en waarvan de goudpariteit wordt bepaald bij een binnenlandse wet of bij een overeenkomst tussen de regering en een circulatiebank van dat land;

**280 (4)** of in zijn eigen munt welke niet behoeft te voldoen aan de bepalingen bedoeld in de nummers **277** tot **279**; in dit geval is het noodzakelijk, dat de administraties of erkende particuliere ondernemingen hiermede instemmen;

---

<sup>1)</sup> Gelijklopende bepalingen in het Telegraafreglement en in het Telefoonreglement.

**281 c)** Indien de munt van verscheidene landen voldoet aan de voorwaarden, bedoeld in de nummers **277** tot **279**, heeft de administratie of erkende particuliere onderneming welke te vorderen heeft, het recht de munt van betaling aan te wijzen, welke haar passend voorkomt.

### **B. Regels voor de herleiding**

**282** De herleiding in de munt van betaling van de in goudfranken luidende saldi geschiedt overeenkomstig de volgende regels:

**283 a)** Indien de administraties of erkende particuliere ondernemingen behoren tot landen welke bijzondere monetaire overeenkomsten sloten, geschiedt de herleiding als volgt:

**284 (1)** Naar keuze van de administratie of erkende particuliere onderneming welke betalen moet, hetzij rechtstreeks in de munt van het land, dat te vorderen heeft, volgens de door het Internationale Monetaire Fonds voor deze munt vastgestelde goudpariteit, hetzij in de munt van het land, dat betalen moet, op basis van de goudpariteit, welke door het Internationale Monetaire Fonds voor deze munt is goedgekeurd; het verkregen resultaat in de munt van het land, dat te vorderen heeft, of van het land, dat betalen moet, wordt eventueel herleid in de munt van betaling overeenkomstig de bijzondere monetaire overeenkomsten, welke tussen beide landen zijn gesloten;

**285 (2)** indien er noch voor de munt van het land, dat te vorderen heeft, noch voor die van het land, dat betalen moet, een goudpariteit bestaat, welke door het Internationale Monetaire Fonds is goedgekeurd; volgens de goudpariteit van een munt, die voldoet aan een der voorwaarden, genoemd in de nummers **277** tot **279**; het verkregen resultaat wordt vervolgens herleid in de munt van het land, dat betalen moet, tegen de officiële koers, welke in dat land voor laatstbedoelde munt wordt toegepast en eventueel van de munt van het land, dat betalen moet, in de munt van betaling, overeenkomstig de bijzondere monetaire overeenkomsten;

**286 (3)** naar keuze van de administratie of erkende particuliere onderneming welke betalen moet, hetzij rechtstreeks in de munt van het land, dat te vorderen heeft, volgens de goudpariteit, welke bij een wet van dat land of bij een overeenkomst tussen de regering en een circulatiebank voor deze munt is vastgesteld, hetzij in de munt van het land, dat betalen moet, volgens de goudpariteit, welke bij een wet van dat land of bij een overeenkomst tussen de regering en een circulatiebank voor deze munt is vastgesteld; het verkregen resultaat in de munt van het land, dat te vorderen heeft, of van het land, dat betalen moet, wordt eventueel omgezet in de munt van betaling overeenkomstig de monetaire overeenkomsten tussen beide landen.



**287 b)** Indien de administraties of erkende particuliere ondernemingen behoren tot landen, welke geen bijzondere monetaire overeenkomst hebben gesloten, geschiedt de herleiding als volgt:

**288 (1)** Indien de munt van betaling een gouden munt is: volgens de goudpariteit van deze munt;

**289 (2)** indien de munt van betaling een vrije munt is, welke door het Internationale Monetaire Fonds in goud is gewaardeerd: volgens de door dit Fonds goedgekeurde goudpariteit of volgens de goudpariteit, welke bij een binnenlandse wet of bij een overeenkomst tussen de regering en een circulatiebank is vastgesteld;

**290 (3)** indien de munt van betaling een vrije munt is, welke niet door het Internationale Monetaire Fonds in goud is gewaardeerd: hetzij volgens de goudpariteit, welke bij een binnenlandse wet of bij een overeenkomst tussen de regering en een circulatiebank is vastgesteld, hetzij met behulp van een andere vrije munt, welke een door het Fonds goedgekeurde goudpariteit bezit; de verkregen uitkomst wordt herleid in de munt van betaling tegen de officiële koers, welke op de dag van de overschrijving of van de aankoop van de cheque of van de wissel, of op de daaraan voorafgaande dag, van kracht is in het land, dat betalen moet.

**291 c)** Indien ingevolge een overeenkomst tussen de beide belanghebbende administraties of erkende particuliere ondernemingen de munt van betaling die is, welke wordt bedoeld in nummer **280**, wordt het saldo in goudfranken herleid in een gouden munt of in een vrije munt; de verkregen uitkomst wordt herleid in de munt van het land, dat betalen moet en van deze munt in de munt van het land, dat te vorderen heeft, tegen de officiële koers, welke op de dag van de overschrijving of van de aankoop van de cheque of van de wissel, of op de daaraan voorafgaande dag, van kracht is in het land, dat betalen moet.

**SLOTPROTOCOL**  
**VAN HET**  
**TELEFOONREGLEMENT**

(Herziening van Genève, 1958)

behorende bij het

**Internationale Verdrag betreffende de Verreberichtgeving**

(Buenos Aires, 1952)

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement, behorende bij het Internationale Verdrag betreffende de Verreberichtgeving, hebben de afgevaardigden, wier handtekeningen hieronder volgen, kennis genomen van de volgende verklaringen:

*Voor de Unie van Burma:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement verklaart de delegatie van Burma voor haar Administratie het recht voor te behouden dit Reglement geheel of gedeeltelijk te aanvaarden of te verwerpen.

(Origineel: Engels)

*Voor de Republiek Columbia:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement verklaart de delegatie van de Republiek Columbia geen enkele verplichting op zich te kunnen nemen met betrekking tot de artikelen 26, §§ 6 en 7, 28, § 1 en 29, § 2 van genoemd Reglement.

(Origineel: Spaans)

*Voor de Republiek Columbia, Mexico en de Republiek Venezuela:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement behouden de delegaties van de Republiek Columbia, van Mexico en van de Republiek Venezuela zich het recht voor de aanbevelingen van het C.C.I.T.T. toe te passen, voorzover deze een oplossing kunnen geven voor vraagstukken van algemeen internationaal karakter en tegemoet kunnen komen aan regionale behoeften.

(Origineel: Spaans)

*Voor de Republiek India:*

De delegatie van India waardeert de door deze Conferentie gedane pogingen om voor de eerste keer een Telefoonreglement op te stellen dat bestemd is om algemeen te worden toegepast.

De Conferentie heeft echter over weinig tijd beschikt om dit Reglement tot in bijzonderheden te onderzoeken en het wordt noodzakelijk geacht

dat de Administratie van India de bepalingen van deze tekst tot in bijzonderheden bestudeert om de verschillende aspecten ervan te beoordelen. Dit gedetailleerde onderzoek kan eerst na het sluiten van de Conferentie plaats hebben, wanneer de delegatie in India is teruggekeerd. Daarom bindt bij het ondertekenen van het Telefoonreglement (Genève, 1958) de delegatie van India in geen enkel opzicht haar Administratie en behoudt voor deze het recht voor de bepalingen van het Reglement te aanvaarden of te verwerpen. De resultaten van het onderzoek dat de Administratie van India zal doen, zullen worden meegedeeld aan het Secretariaat-Generaal van de U.I.T. vóór 1 januari 1960, datum van inwerkingtreding van dit Reglement.

(Origineel: Engels)

*Voor de Staat Israël:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement (Genève 1958) behoudt de delegatie van de Staat Israël voor haar Administratie het recht voor sommige gedeelten van dit Reglement of het gehele Reglement niet te aanvaarden.

(Origineel: Engels)

*Voor de Federatie van Rhodesia en Nyassaland:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement verklaart de delegatie van de Federatie van Rhodesia en Nyassaland, dat zij voor haar Administratie het recht voorbehoudt dit Reglement later geheel of gedeeltelijk te aanvaarden of te verwerpen.

(Origineel: Engels)

*Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland:*

Wij verklaren dat onze ondertekening voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland ook geldt voor de Kanaal-eilanden en voor het eiland Man.

(Origineel: Engels)

*Voor de Unie van Zuid-Afrika en het Gebied van Zuidwest-Afrika:*

De delegatie van de Unie van Zuid-Afrika en van het Gebied van Zuidwest-Afrika zal na beëindiging van deze conferentie het Telefoonreglement opnieuw moeten onderzoeken. Na dit onderzoek dat noodzakelijkerwijs enige tijd zal vorderen, zal de delegatie misschien voorbehoud moeten maken met betrekking tot het gehele Reglement of een gedeelte daarvan.

Onder deze omstandigheden zal de delegatie van de Unie van Zuid-Afrika en van het Gebied van Zuidwest-Afrika het Telefoonreglement ondertekenen onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat deze ondertekening de betrokken Administraties geenszins bindt.

(Origineel: Engels)

*Voor de Republiek Venezuela:*

Bij het ondertekenen van het Telefoonreglement verklaart de Republiek Venezuela dat haar Administratie zich hierdoor niet definitief bindt, want de nadere bestudering van dit document door de Administratie van Venezuela kan tengevolge hebben, dat zij voorbehoud maakt met betrekking tot sommige punten van het desbetreffende Reglement.

(Origineel: Spaans)

Ter bevestiging waarvan de hieronder vermelde afgevaardigden dit protocol hebben opgesteld en ondertekend in één enkel exemplaar, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Internationale Unie voor de Verreberichtgeving, welke een gewaarmerkt afschrift ervan zal zenden aan elk van de landen, welke getekend hebben.

Gedaan te Genève, de 29e november 1958.

(Volgen de ondertekeningen)

---

G. INWERKINGTREDING

Ingevolge artikel 46, eerste lid, zullen de bepalingen an het Reglement en Slotprotocol op 1 januari 1960 in werking treden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Reglement strekt tot uitvoering van artikel 12 van het Internationaal Verdrag betreffende de verreberichtgeving van Buenos Aires van 22 december 1952, waarvan de tekst is opgenomen in *Trb.* 1954, 23. Zie ook *Trb.* 1955, 152.

Uitgegeven de dertigste december 1959.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*

J. DE QUAY.